

Mémoire pour l'obtention du diplôme ES d'EDE

Trois regards sur l'encouragement précoce



Thurre Emilie
Filière EDE - Année 2012
Ecole Supérieure Domaine Social-Valais
Réfèrent thématique : Madame Barby Carole

Martigny, janvier 2015

Résumé de la recherche :

Cette recherche permet de mettre en évidence dans quelles mesures les structures d'accueil pré-scolaires sont à même d'œuvrer à la réduction des inégalités sociales grâce à l'encadrement proposé propice au bon développement et à l'épanouissement de tous les enfants. Premièrement, il s'agissait de prendre du recul sur les besoins et attentes sociétales à notre endroit d'une manière globale. Puis, il me fallait identifier les familles fragilisées socialement pour mieux connaître les spécificités de cette population et sa proportion. Ceci dans le but de mettre en exergue leur réalité de tous les jours afin de percevoir les inégalités relatives à l'éducation et au parcours scolaire vécues par leurs enfants. Très tôt dans ce travail de mémoire, j'ai pris connaissance du concept de l'« encouragement précoce » qui est appliqué dans notre pays depuis peu mais de manière hétérogène. Les différents programmes s'y rapportant mis en place et les études déjà menées sur leurs effets prouvent qu'ils ont une action favorable sur la promotion de l'égalité des chances des enfants de milieux socio-économiques peu favorisés avant leur scolarisation.

Mots-clés : Égalité des chances, mobilité sociale, pauvreté, encouragement précoce, éducation de l'enfance.

Remerciements :

Madame Carole Barby, référente thématique, qui m'a accompagné tout au long de ce travail et qui a su faire preuve de patience ;

Madame Véronique Barras, Monsieur Alexandre Antonin et la troisième personne interrogée, les personnes questionnées, qui se sont prêtées à ma recherche et qui m'ont apporté des informations de qualité ;

Madame Lydia Héritier et Monsieur Xavier Pitteloud, mes référents méthodologiques, qui ont répondu à mes questions et m'ont guidé tout au long de ce travail ;

Monsieur Thomas Roduit, pour ses corrections, sa patience et sa relecture.

Avertissements :

« Les opinions émises dans ce mémoire n'engagent que leur auteur. »

« Dans le présent travail, la forme féminine est utilisée pour plus de commodité dans la description des actions entreprises par le personnel éducatif de l'enfance. »

Illustration de couverture :

<http://fifileroux.over-blog.com/article-3835730.html> (30 décembre 2014)

Table des matières

1. Introduction

1.1 Cadre de recherche	
1.1.1 Illustration	1
1.1.2 Thématique traitée	1-4
1.1.3 Intérêt présenté par la recherche	4-5
1.2 Problématique	5
1.2.1 Question de départ	5
1.2.2 Précisions, limites posées à la recherche	6
1.2.3 Objectifs de la recherche	6-7
1.3 Concepts théoriques	7
1.3.1 La famille	7-9
1.3.2 Mobilité sociale	9-12
1.3.3 Égalité des chances	12-14
1.4 Cadre d'analyse	14
1.4.1 Terrain de recherche et échantillon retenu	14
1.4.2 Méthodes de recherche	15
1.4.3 Méthodes de recueil des données et résultat de l'enquête effectuée	15

2. Développement

2.1 Introduction et annonce des grandes parties du développement	16
2.2 Présentation des données	16
2.2.1 Introduction à l'analyse des données	16
2.2.2 La famille	16-19
2.2.3 La pauvreté en Suisse	19-20
2.2.4 Mobilité sociale	20-21
2.2.5 Égalité des chances	21-22
2.2.6 Encouragement précoce	22-26

3. Conclusion

3.1 Synthèse des thèmes	26
3.1.1 Synthèse du thème de la famille	26-27
3.1.2 Synthèse du thème de la pauvreté	27
3.1.3 Synthèse du thème de la mobilité sociale	27-28
3.1.4 Synthèse du thème de l'égalité de chances	28
3.1.5 Synthèse du thème de l'encouragement précoce	28-29
3.2 Analyse détaillée des résultats des entretiens & liens théoriques	29
3.2.1 Analyse de l'item de la famille	29-30
3.2.2 Analyse de l'item de la pauvreté	30-31
3.2.3 Analyse des items de la mobilité sociale et de l'égalité des chances	31-32
3.2.4 Analyse de l'item de l'encouragement précoce	32-34
3.3 Réflexions et positionnement personnels vis-à-vis de la recherche	34-35
3.4 Limites de la recherche	36
3.5 Perspectives et pistes d'action professionnelle	36-37
3.6 Remarques finales	37

4. Bibliographie

5. Annexes

1. INTRODUCTION

1.1 Cadre de recherche

1.1.1 Illustration

L'année passée, l'Arrêté fédéral sur la politique familiale a été rejeté en votation, la majorité des cantons n'ayant pas été dans ce sens. Toutefois, la majorité du peuple suisse la soutenait. Aussi, les Suisses ont refusé d'accorder une déduction fiscale aux familles gardant leurs enfants à la maison. Le canton de Genève vient également de voter pour une question liée à cette thématique. Le débat sur l'implication de la société dans la prise en charge éducative extra-familiale et extra-scolaire n'est cependant de loin pas terminé. Quelle que soit notre vision de l'implication de l'État au quotidien, il est un fait que les structures d'accueil de l'enfance n'arrivent bien souvent plus à honorer toutes les attentes des parents travailleurs pour qui ces démarches de placement deviennent parfois une préoccupation première. Outre ce besoin relatif à l'économie qui comporte lui-même un coût financier important et pragmatique d'une place sécurisée pour sa progéniture, le développement des structures liées à la petite enfance serait-il également un investissement sociétal rentable sur le long terme ? En effet, est-il conséquent d'imaginer pour ne pas dire compter sur le fait, et cela sans se substituer à la famille, que la petite enfance qui réunit en son sein une jeunesse d'horizons socio-économiques hétérogènes pourrait contribuer au développement social et intellectuel nécessaire à la réussite et à l'épanouissement de tous les enfants quel que soit leur milieu d'origine ?

«Chaque société doit être consciente du fait qu'elle a un intérêt vital à offrir des opportunités de formation équitables, afin que les générations futures n'aient pas pour héritage la pauvreté et les inégalités sociales. Si l'on veut garantir que tous les enfants puissent un jour être acteurs dans la société, il faut investir davantage dans leur formation précoce¹.»

1.1.2 Thématique traitée

Même si notre pays est plutôt épargné en comparaison internationale, notre société est quand même victime de plus en plus de crises et d'instabilités et est sans cesse en mouvement. Dans ce sens, les divorces sont en constante augmentation et une des principales causes de précarité. Aussi, de nombreuses familles voient les deux parents travailler. Selon les données de l'Office fédéral de la statistique (OFS)², en 2000, pour 48.6% des familles suisses, le père travaille à temps plein et la femme travaille entre un temps partiel et un temps plein. De plus, entre 1990 et 2000, le pourcentage suisse des familles monoparentales est passé de 8.5 % à 12.4 %. Pour ces dernières familles, 80% des pères élevant seuls leur(s) enfant(s) travaillent à temps plein et 67% des mères travaillent entre un temps partiel et un temps plein. La disponibilité des parents vis-à-vis des enfants tendrait ainsi à diminuer quantitativement et peut-être également qualitativement de par la fatigue que peut engendrer de longues journées de labeur.

¹DR. EBERSOLD, Bernd. *Primokiz réseau local d'encouragement précoce* [en ligne]. 2013. Adresse URL : http://jacobsfoundation.org/wpcontent/uploads/2013/02/JF_brochurePrimokiz.pdf. (consultée le 5 février 2014)

²OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. *Concilier travail et famille* [en ligne]. 2014. Adresse URL : http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/regionen/thematische_karten/gleichstellungsatlas/vereinbarkeit_von_familie_un_d_erwerbsarbeit.html. (consultée le 20 mars 2014)

Par rapport à la précarité des familles de notre pays, l'association Caritas³ œuvrant dans le domaine social et présente sur l'ensemble du territoire national estime à 260'000 le nombre d'enfants victimes de la pauvreté. Dans ce contexte, la majorité de ces enfants vivent au sein de familles qui se retrouvent dans le phénomène du « working poor » qui, selon l'OFS⁴ représentent 7.4% des travailleurs, a fait son apparition sous nos latitudes depuis quelques années déjà. Ces 231'000 « working poors » dénombrés en Suisse vivent dans 137'000 ménages qui comptent au total 513'000 personnes, dont 233'000 enfants.

En 2010, toujours selon l'OFS⁵ qui produit ses chiffres en tenant compte des normes de l'Aide sociale fixées par la Conférence Suisse des Institutions de l'Action sociale, le seuil de pauvreté s'élevait en moyenne à Fr. 2'243.-- par mois pour une personne seule. Selon ces critères et toujours en 2010, 586'000 personnes pouvaient être considérées en situation de pauvreté dans notre pays. C'est à dire 7.8% de la population. Il est à savoir que 50% de cette population devait se contenter de vivre avec seulement le 79% de leur seuil de pauvreté respectif. En 2012, 3.1 % de la population suisse bénéficie de l'Aide sociale, mais si l'on cumule les autres prestations sociales permettant de vivre au moins selon des normes vitales, par exemple les Prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI, nous arrivons à 8.4% de la population. Le Valais a la moyenne d'Aide sociale la plus basse de Romandie avec un taux de 1.5 %, ce qui représente 4804 bénéficiaires. Les régions urbaines sont plus touchées.

Pour ce qui est des enfants, les données 2012⁶ de l'OFS démontrent qu'ils sont particulièrement exposés à la précarité et que le taux d'Aide sociale diminue en fonction de l'âge. En effet, ledit taux est de 5.1 % pour l'ensemble des mineurs mais par contre il est de 5.4% pour les enfants de 0 à 5 ans. A titre de comparaison, il est de 2.4 % pour la classe d'âge des 56 à 64 ans. Comme autre comparaison significative, il y est indiqué que la moyenne d'Aide sociale en Suisse pour les couples avec enfants est de 1.8% alors qu'il est de 18.4 % pour les familles monoparentales. Caritas⁷ nomme comme principales personnes à risque, les gens au chômage ou pas suffisamment formés, les personnes en mauvaise santé, celles dont le ménage compte plus de deux enfants, les divorcés ou encore les victimes de la crise économique.

Vu ce qui précède, offrir des prestations éducatives pré-scolaires, c'est à dire investir plus tôt dans la promotion de l'égalité des chances, semble devenir opportun afin de préparer aux mieux les enfants aux prochaines étapes cruciales de leur vie. Non seulement pour leur bien-être mais aussi pour une bonne cohésion au sein de notre société. Pour pallier aux réalités sociales précitées, les structures d'accueil de la petite enfance seraient-elles l'alliée dont notre société aurait besoin ? Pourraient-elles devenir notamment les alliées naturelles et privilégiées de l'école publique qui est elle-même censée réduire les inégalités sociales en permettant aux enfants de construire leur propre réussite à travers un enseignement identique à chacun quel que soit son origine socio-économique ?

³ CARITAS. La pauvreté touche les enfant. *Planète solidaire* [en ligne]. 2014, vol. 11, no 4, p. 1-2. Adresse URL : www.caritas-pauvrete.ch/.../La_pauvret_touche_les_enfants.pdf (consultée le 20 mars 2014)

⁴ OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. *Les working poor en Suisse* [en ligne]. 2003. Adresse URL: www.bfs.admin.ch/bfs/.../fr/.../publikationskatalog.Document.49701.pdf (consultée le 20 mars 2014)

⁵ ACTUALITE OFS. La pauvreté en Suisse. *La pauvreté monétaire de la population résidente de la Suisse de 2008 à 2010* [en ligne]. 2012. Adresse URL : www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/.../publikationen.Document.154368.pdf (consultée le 20 mars 2014)

⁶ OFFICE FEDERALE DE LA STATISTIQUE. *Dossiers de l'aide sociale, bénéficiaires de l'aide sociale et taux d'aide sociale par canton pour la période 2005-2013* [en ligne]. 2013. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03/03/dos/04.html> (consultée le 20 mars 2014)

⁷ CARITAS. *Réduisons de moitié la pauvreté* [en ligne]. 2014. Adresse URL: <http://www.caritas-pauvrete.ch/> (consultée le 20 mars 2014)

Finalement, à travers mon travail de mémoire, j'ai voulu vérifier les possibilités qui sont données aux structures d'accueil d'être partie prenante dans la promotion de l'égalité des chances qui est une condition importante pour la réussite d'un processus d'intégration au sens large.

Le concept de l'égalité des chances me semblait pouvoir être utile à tous les enfants. Un enfant peut avoir des parents très aisés financièrement et se voir délaissé par ces derniers. Toutefois, j'ai axé principalement ma recherche au niveau des milieux socio-économiques peu favorisés. Dans ce sens et dès mes premières approches vis à vis de la thématique précitée, un concept socio-pédagogique m'est apparu comme essentiel et incontournable dans le traitement de ce sujet. Il s'agit du concept de l'« encouragement précoce » ou autrement dit de l'« éducation précoce ». Dès lors, pour parvenir à mes fins, c'est à dire de répondre à la question de départ présentée ci-dessous, les objectifs et idéaux compris dans les définitions de ce concept m'ont bien servi en tant que guide dans mes réflexions et comparaisons avec les pratiques du terrain actuelles. C'est pourquoi, il m'est apparu nécessaire d'apporter dès à présent un premier éclairage sur cette notion d'encouragement précoce. Bien qu'il n'y ait pas de définition unanime de l'encouragement précoce en Suisse, celle du Réseau suisse d'accueil extra-familial est largement retenue par les différents acteurs du milieu.

Pour ledit réseau⁸, « l'encouragement précoce est la somme de toutes les offres intra et extra-familiales qui s'adressent aux enfants depuis leur naissance jusqu'à la rentrée au jardin d'enfants et qui favorisent le développement harmonieux de l'enfant d'âge préscolaire. Ces offres soutiennent les processus individuels d'éducation et de développement de l'enfant. Elles comprennent les prises en charge extra-familiales de l'enfant (garderies, crèches, famille de jour, etc.), les consultations parentales et les cours de formation parentale, mais aussi les centres de rencontre pour familles avec petits enfants et toute offre de proximité et facile d'accès. »

De plus, selon Caritas⁹ qui fait mention d'une étude commandée par la Commission suisse pour l'Unesco, pour que l'encouragement précoce soit efficace quant à l'objectif de réduire la pauvreté, il se doit d'harmoniser les chances de départ des enfants en tenant compte des points suivants : « l'accès et la facilité d'accès aux offres sont garantis, ce qui veut dire que les offres sont accessibles à tous, à un prix raisonnable. - Les offres s'adressent aux enfants et aux parents. - Du côté des autorités, les compétences dans le domaine de l'encouragement précoce sont clairement définies. - Les acteurs sont bien organisés en réseau. - L'éducation est l'élément central des offres et l'on garantit des chaînes d'encouragement sans ruptures. - La qualité pédagogique de l'offre est garantie et le personnel spécialisé est formé à travailler avec des familles et des enfants en situation de pauvreté ».

⁸RESEAU SUISSE D'ACCUEIL EXTRA-FAMILIAL. *Encouragement précoce-qu'est-ce que c'est?Une explication*. [en ligne]. 2013. Adresse URL : <http://upload.sitessystem.ch/B2DBB48B7E/6DB445865A/78F69C375C.pdf> (consultée le 1 avril 2014)

⁹CARITAS. *Des chances égales contre la pauvreté-Une analyse de l'encouragement précoce dans les cantons* [en ligne]. 2013. Adresse URL : http://www.caritas.ch/fileadmin/media/caritas/Dokumente/Positionspapier/Caritas_Monitoring_Pauvret%C3%A9_2013_FR.pdf (consultée le 10 avril 2014)

A ce jour, à la lecture de l'analyse de l'encouragement précoce dans les cantons publiée par Caritas¹⁰ l'année passée, j'apprends qu'au sein de notre Confédération, l'encouragement précoce relève de la compétence des cantons. Globalement, notre pays ne serait pas à la pointe à ce niveau en comparaison internationale. Ce concept n'en est qu'à ses débuts et son développement diffère d'un canton à l'autre. Pour l'instant, seuls quatre cantons ont établi des plans d'encouragement précoce et quatre autres ont bien avancés des démarches dans cette optique.

Pour clore cet item, revenons quelque peu en arrière pour prendre connaissance de l'origine de ce concept¹¹. Initialement, c'est de la réunion entre le Comité des Droits de l'Enfant de l'ONU, l'UNESCO, l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ainsi que le Conseil de l'Europe, qu'a émané, dans le but d'optimiser l'égalité des chances, le souci de développer des stratégies d'intégration précoce. En Suisse, c'est en 2009 que l'Office fédéral des migrations a mis au concours des projets-modèles en assurant son soutien financier à travers les finances confédérales. Surtout, en 2010, la Confédération a reçu le rapport commandé, à savoir le « Rapport Schiesser » qui mettait en avant l'importance d'instituer des mesures d'intégration précoce afin d'assurer à tous les enfants une égalité des chances au moment d'être scolarisés. Pour compléter d'un point de vue « technique », selon la Commission fédérale pour les questions de migration¹², l'encouragement précoce est une définition issue de la pédagogie curative et spécialisée qui s'est ensuite distancée pour être reprise au sens large. C'est à dire, comme susmentionné, qu'elle relève de toutes les actions éducatives promouvant le développement des enfants de leur naissance à l'école enfantine.

1.1.3 Intérêt présenté par la recherche

Si j'ai choisi ce champ professionnel, ce n'est pas seulement pour rendre service à la société en offrant une prise en charge institutionnelle sécurisée aux enfants de travailleurs. Il me tient à cœur d'offrir à ces derniers un encadrement à la fois épanouissant et stimulant. Depuis le début de ma formation ES, j'ai été très intéressée par les différentes approches théoriques à la fois sociologiques et pédagogiques.

En tant que future travailleuse sociale diplômée, je me rends compte de plus en plus de la nécessité de prendre connaissance de l'organisation politique de notre pays. Je suis également très sensible aux aspects intégratifs liés à ma fonction en tant qu'éducatrice de l'enfance en formation avec activité professionnelle. Mes valeurs personnelles m'ont amené à choisir le thème décrit ci-dessous. En effet, j'estime qu'il est une chance que de nombreux enfants puissent évoluer ensemble et apprendre à vivre ensemble malgré toutes les différences que créent les nombreux milieux socioculturels qui constituent notre société. Car il va sans dire que tous ces enfants ne naissent pas égaux à plusieurs niveaux et avoir un impact sur la réduction de ces inégalités dans le cadre de mon travail me donnerait énormément de satisfaction.

¹⁰Ibid, p. 17

¹¹OSEO VALAIS. Projet migration. *Egalité des chances dès l'enfance*. Sion : 2013. p. 4-15

¹²COMMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Guide pour un encouragement précoce réussi* [en ligne]. 2012. Adresse URL : edudoc.ch/record/105408/files/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 18 mai 2014)

Par le biais de mes interactions avec les enfants, notamment lors de l'accueil en début de semaine, il en ressort rapidement que leur mode de vie peut être très différent et que tous n'ont pas droit à la même attention et aux mêmes divertissements et stimulations. Riches ou pauvres, tous les enfants ont un potentiel inné à développer et à exploiter. Même si des moyens financiers limités peuvent être un frein pour les parents quant à l'éducation de leur progéniture, le manque de disponibilité, la fatigue due au travail, des problèmes sociaux, le manque de connaissances et dans une moindre mesure heureusement un manque d'intérêt le sont d'autant plus. Tous les enfants devraient pouvoir bénéficier d'une enfance épanouissante et trouver leur place dans la société, notamment en ayant accès par la suite à une formation professionnelle à la hauteur de leurs compétences et de leur investissement personnel. C'est pour donc pour optimiser l'impact que je pourrais avoir à travers mon activité professionnelle sur les effets de certaines formes de déterminisme social que j'ai eu l'envie d'approfondir mon savoir grâce à ce travail de recherche.

D'ailleurs, il ressort des analyses de Caritas en 2010¹³, suite à l'« Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale », qu'en Suisse, « la pauvreté dépend considérablement du niveau de formation des personnes. Ainsi, plus une personne est bien formée, moins elle court le risque de tomber dans la pauvreté. De fait, il est difficile voir impossible de compenser durant tout le cursus scolaire une inégalité des chances survenue à l'entrée au jardin d'enfants. » Pour cette association, l'encouragement précoce est à même de favoriser l'égalité des chances et doit se pratiquer déjà avant l'âge d'être scolarisé.

1.2 Problématique

1.2.1 Question de départ

Après avoir synthétisé et organisé mes réflexions, j'ai mis en exergue la thématique suivante qui pose un cadre clair et précis m'ayant permis de bien rester centrée dans ma recherche :

Développement de la petite enfance : entre nécessité économique et égalité des chances.

Pour ce faire et en guise de fil conducteur dans le processus d'élaboration de mon travail de mémoire, j'ai retenu la question de départ suivante :

Dans quelles mesures les structures d'accueil pré-scolaires peuvent-elles optimiser le potentiel des enfants issus de milieux socio-économiques peu favorisés dans l'optique de leur redonner un maximum de chance pour une réussite scolaire et sociale ?

¹³CARITAS. *Des chances égales contre la pauvreté-Une analyse de l'encouragement précoce dans les cantons*[en ligne]. 2013. Adresse URL :http://www.caritas.ch/fileadmin/media/caritas/Dokumente/Positionspapiere/Caritas_Monitoring_Pauvret%C3%A9_2013_FR.pdf (consultée le 10 avril 2014)

1.2.2 Précisions, limites posées à la recherche

Bien que de nombreux documents internationaux m'ont été utiles à la compréhension et au développement de perspectives vis-à-vis de ma recherche, c'est bien autour du contexte suisse que mon travail s'articule.

En effet, les spécificités de notre politique sociale et des institutions y relatives me l'imposaient, sans oublier les particularités de notre contexte socio-économique. Quoi que l'éducation précoce puisse être utile à tous les enfants, je me suis principalement intéressée aux enfants provenant de milieux socio-économiques peu favorisés. Intentionnellement, je n'ai pas souhaité faire de distinction dans cet échantillon entre les enfants de parents suisses ou étrangers. Malgré tout, il fut parfois intéressant et nécessaire de ressortir des éléments spécifiques aux différentes populations qui composent la classe socio-économique précitée. En effet, je me suis ainsi essentiellement intéressée aux facteurs économiques qui peuvent influencer le milieu familial. Cependant, sans pour autant mettre de côté les aspects culturels qui ne sont pas anodins dans le traitement de ce sujet et qui ont de toute évidence un lien étroit avec les facteurs économiques.

De plus, conformément à ma question de départ, je me suis concentrée sur les enfants âgés de 0 à 4 ans, à savoir de la prime enfance à l'entrée à l'école enfantine. Indubitablement, les enfants scolarisés qui fréquentent des structures d'accueil y passent généralement moins de temps que ceux qui ne sont pas encore scolarisés et, surtout, je m'intéressais particulièrement, comme précité, à l'aspect précoce de l'intervention sociale.

1.2.3 Objectifs de la recherche

Par le biais de ma pratique professionnelle, j'ai émis l'hypothèse qu'il y a des disparités au niveau de l'éducation offerte aux enfants par les parents, sans parler de disponibilité. En effet, de nombreux parents passent les deux beaucoup de temps au travail et n'ont peut-être plus forcément l'énergie nécessaire à la stimulation intellectuelle de leur progéniture, que cela se déroule à travers des jeux, au suivi des devoirs et autres apprentissages. Certains parents ne possèdent peut-être pas non plus les connaissances nécessaires pour optimiser ces périodes qui devraient être des moments privilégiés et essentiels au bon développement de l'enfant. D'autres ont peut-être leur esprit mobilisé par des problèmes économiques ou sociaux. Étant sensible à l'égalité des chances, il me tenait à cœur de constater dans quelles mesures les structures d'accueil pré-scolaires peuvent être un agent réducteur des inégalités que vivent certains enfants pour leur redonner un maximum de chances pour une réussite scolaire et sociale. Il m'intéressait aussi de connaître les opportunités permettant de rééquilibrer d'avantage le potentiel de réussite et d'épanouissement de nos enfants.

Pour répondre aux objectifs ci-dessous, je me suis documentée à travers des écrits scientifiques, j'ai développé spécifiquement les concepts théoriques sous le point 1.3 puis comme mentionné sous le point 1.4.1, je me suis entretenue avec trois professionnels qui représentent chacun un point névralgique de ma recherche pratique.

- *Je serai capable de définir ce qu'est en Suisse une famille peu favorisée (critères, mode de vie et réalités sociales, besoins y relatifs).*
- *J'aurai pris connaissance en sus du concept théorique, de la définition provenant du terrain quant à la mobilité sociale en Suisse, ainsi que des freins et des facilitateurs à cette dernière.*

- *J'aurai pris connaissance de la vision de ces professionnels par rapport aux rôles que peuvent avoir les structures d'accueil pré-scolaires dans la promotion de l'égalité des chances. J'aurai pris connaissance également des besoins et attentes sociétales à ce niveau.*
- *J'aurai pris connaissance de l'état du projet d'encouragement précoce au niveau Suisse et en Valais. Il s'agira également de répertorier les moyens actuels à disposition et les possibilités de développement futur.*
- *J'aurai pris connaissance de la préoccupation d'une responsable de structure quant à l'intégration des notions d'égalité des chances et d'encouragement précoce dans le concept pédagogique et organisationnel. Il s'agira notamment de savoir si cette dernière reçoit des recommandations ou directives à ce sujet provenant de sa hiérarchie ou des autorités.*

1.3 Concepts théoriques

Afin de mener à bien ce travail de mémoire et de pouvoir « cartographier » la situation sociale actuelle liée à la sphère de mon thème, je me devais de maîtriser au moins les trois concepts théoriques décrits ci-après qui sont nécessaires à une bonne compréhension globale mais également pour bien cibler les différents enjeux relatifs à mes recherches. J'ai ainsi choisi de définir les concepts de la famille, de la mobilité sociale et de l'égalité des chances. La famille est la première instance de socialisation de l'enfant et celui-ci naît et se développe au sein de cette structure vis-vis de laquelle il est dépendant. La famille va non seulement lui offrir des conditions matérielles lui permettant d'assurer ses besoins vitaux mais surtout va lui donner les bases intellectuelles et morales nécessaires à sa construction psychologique et à l'acquisition de repères nécessaires à la vie en société. Par le biais des deux concepts suivants, je souhaitais me rendre compte des possibilités de parcours social et professionnel offertes à ce jour aux enfants par l'organisation de notre société et en partant de leur origine socio-économique. Il s'agissait surtout de constater dans quelles mesures il est réalisable de dépasser certains schémas prédéfinis et d'évoluer socialement et professionnellement en fonction de leurs propres capacités et volontés et non seulement à travers les héritages biologiques, sociaux, culturels et économiques reçus de leur famille. Finalement, il me fallait encore prendre connaissance des facteurs facilitateurs et des freins à l'ascendance sociale agissant actuellement.

1.3.1 La famille

Avant toute chose, il est nécessaire de partir depuis les fondements de l'identité d'un individu, à savoir cerner ses origines sociales qui proviennent de sa famille. Le but étant de connaître les composants de cette structure sociétale fondamentale ainsi que la manière dont elle peut poser les jalons de la construction individuelle puis influencer le devenir de ses membres au sein de la collectivité.

Le dictionnaire Larousse¹⁴, de son côté, voit la famille comme une organisation sociale en mouvement même si les contours sont généralement inscrits de manière juridique. La famille est fondée traditionnellement sur le mariage, union entre un homme et une femme, formant un couple dont sont issus les enfants légitimes.

¹⁴BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed. *Socialisation*. In : Dictionnaire de sociologie. Larousse. Paris : France Loisirs, 1998, p. 97-98

Or, cette description doit être élargie compte tenu des évolutions de la société, telles que le concubinage, Pacs, mariage pour tous, etc. Depuis une vingtaine d'années, les familles monoparentales sont de plus en plus nombreuses principalement à la suite d'une séparation ou d'un divorce et plus rarement lors de l'adoption d'un enfant par un célibataire. Faisant suite à ce dernier phénomène, les familles dites recomposées peuvent compter des enfants issus d'unions précédentes et des enfants éventuellement nés de l'union en cours. Pour comprendre l'essence de ces nouvelles familles qui sortent du concept de la famille nucléaire, il convient donc de les aborder sous un aspect plus large, de réseau familial.

G. P. Murdock (1949)¹⁵ définit la famille comme un groupe caractérisé par la résidence commune et la coopération d'adultes des deux sexes et des enfants qu'ils ont engendrés ou adoptés. La famille se situe au croisement de quatre besoins sociétaux universels :

- Coopérer
- Identifier, intégrer, motiver : rendre les individus « personne », personnaliser en donnant un nom, une affiliation etc.
- Se reproduire, durer : tant au niveau culturel (arts, littérature, etc.) qu'au niveau matériel et biologique
- Eduquer : rendre les bébés moins animaux, les doter de compétences, de sentiments, de talents.

Ces quatre besoins sont des contraintes au niveau de la société, non pas au niveau de l'individu. Selon les genres de sociétés, ces quatre nécessités sont gérées de manière différente. Leur gestion, qui passe par le biais de la famille, se fait selon des formes et des principes tellement différents qu'ils en viennent à se contredire. Dans ce sens, le Dictionnaire de sociologie de Larousse¹⁶ affirme qu'il y a des différences de fonctionnement des familles au sein des niveaux suivants ; cohésion, division des rôles, frontière avec l'environnement social et d'adaptation qui se révèlent selon l'appartenance socio-économique. Ainsi, l'analyse du fonctionnement de la famille n'est pas possible sous un angle unique.

Des études menées par Jean Kellerhals¹⁷, professeur honoraire de l'Université de Genève, démontrent que les familles des milieux populaires composées d'ouvriers qualifiés et d'employés insistent davantage sur le consensus et la similitude de leurs membres que les familles de cadres. Ces dernières favorisent plus les spécificités et l'autonomie respectives de ces membres. Les familles des classes populaires tiennent particulièrement aux rôles traditionnels et dévolus soit aux femmes soit aux hommes et fonctionnent ainsi dans de nombreux autres domaines. C'est à dire avec des règles précises et rigides. De leurs côtés, les familles de cadres moyens et supérieurs évoluent avec des règles organisationnelles privilégiant l'indifférenciation au niveau du genre et la souplesse. Ces familles développent plus d'échanges avec leur environnement social que les familles issues de milieux populaires qui mettent la priorité sur les relations avec leur parenté.

¹⁵MURDOCK. G.P. *Sociologie de la famille*. In Soziologie [en ligne]. 2006. Adresse URL : <http://soziologie.ch/aesge/fami.pdf> (consultée le 10 février 2014)

¹⁶Famille. In : Encyclopédie Larousse [en ligne]. 2008. Adresse URL : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divjers/famille/51139>. (consultée le 20 mars 2014)

¹⁷BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAoui, Mohamed. Socialisation. In : *Dictionnaire de sociologie*. Larousse. Paris : France Loisirs, 1998, p. 98

Outre l'hérédité génétique qui façonne notre être biologique, nous héritons également de notre famille une place dans la société avec le statut y relatif, et cette société a une forte influence sur notre sort. Malgré cette réalité, est-ce que tout est vraiment figé et déjà joué d'avance ? Est-ce que cette forme de déterminisme où l'individu reçoit à sa naissance un jeu de carte avec lequel il devra composer sa vie durant est-elle vraiment immuable et incontournable ? Un enfant issu d'un milieu défavorisé peut-il prendre sa vie en main et la réussir d'un point de vue économique grâce à son talent et à son abnégation. Et si oui, par quels biais ?

1.3.2 Mobilité sociale

Le dictionnaire Larousse¹⁸ définit le concept de mobilité sociale comme l'expression de la circulation des individus entre les catégories ou classes sociales. Il existerait deux types de mobilité, la mobilité intragénérationnelle et l'intergénérationnelle. La première est le passage des individus d'une catégorie à l'autre durant la même génération. On resitue donc l'individu par rapport à la classe à laquelle il appartient par exemple en fin de carrière à celle à qui il appartenait à ses débuts. Pour la seconde, elle se trouve être la circulation d'un individu du groupe social auquel appartient sa famille (père et /ou mère) à un autre groupe. La comparaison se fait par-là entre la classe sociale à laquelle appartient l'individu et celle de sa famille.

A la lecture, cette fois, du « Dictionnaire de la sociologie »¹⁹ de l'« Encyclopédie Universalis » édité en 1998, il en ressort que toutes les études qui ont été entreprises affirment que les mouvements des individus d'un niveau à l'autre sont loin de s'inscrire dans la promotion de l'égalité des chances. L'accès à l'instruction et à l'emploi n'est pas équivalent pour tout le monde. De surcroît, l'article de ladite encyclopédie va même jusqu'à relever que ces études mettent en exergue que dans toutes les formes de sociétés, la position sociale occupée par un individu est fortement influencée par des facteurs sur lesquels il ne peut interférer. Comme par exemple de ses origines familiales.

Il y est relevé une étude française de 1957 (A. Girard) confirmée par une enquête de l'Institut National Français des statistiques dans laquelle l'on peut constater que : 50% des fils d'ouvriers sont eux-mêmes ouvriers à ce moment-là ouvriers, 30% sont ouvriers qualifiés ou contremaître et 1% seulement ont réussi à se hisser au niveau des cadres supérieurs. Pour ce qui est des enfants de classes sociales élevées, ils sont devenus eux-mêmes plus de trois fois sur dix cadres supérieurs et moins d'une fois sur 30 ouvriers. Mais il y existe une certaine mobilité descendante puisque plus de 25 % des enfants de la classe supérieure sont devenus cadres moyens et plus de 20% employés. Finalement, force est de constater qu'une rigidité intergénérationnelle est présente dans les cheminements de la mobilité sociale.

Aujourd'hui, il semblerait, à la lumière des dernières recherches de l'OCDE²⁰, que comme dans la plupart des pays, en Suisse, un enfant ayant des parents au bénéfice d'un niveau de formation élevé augmente sensiblement ses chances de poursuivre des études universitaires.

¹⁸BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAOUI, Mohamed. Socialisation. In : *Dictionnaire de sociologie*. Larousse. Paris : France Loisirs, 1998, p. 151-152

¹⁹BOUDON, Raymond. Mobilité sociale. In : *Dictionnaire de la sociologie*. Encyclopédia Universalis. Paris : Albin Michel, 1998, p. 534-542

²⁰FUENTES, Andres. Editions OCDE. *Améliorer les résultats de l'enseignement en Suisse*[en ligne]. 2011. Adresse URL : http://www.oecd-ilibrary.org/economics/ameliorer-les-resultats-de-l-enseignement-en-suisse_5kgj3l0r2g26-fr (consultée le 20 mai 2014)

Le rapport de synthèse cite même que « la probabilité pour un étudiant de l'université d'avoir un père ayant lui-même reçu une formation universitaire est près de deux fois plus forte que pour un jeune choisi au hasard. »

Heureusement, la création des hautes écoles spécialisées (HES) contribuerait sensiblement à diminuer l'impact du milieu socio-économique sur la réussite d'études supérieures. Apparemment, le milieu social de l'enfant a toujours une influence sur son parcours scolaire. Pour confirmer ces dires, le rapport de l'OFS²¹ paru en 2014 et intitulé « Provenance des étudiant(e)s des hautes écoles suisses » nous informe que sur la totalité des étudiant-e-s, le pourcentage des personnes dont au moins un des parents a obtenu un diplôme du tertiaire se monte à 59% pour les hommes et à 57% chez les femmes. Pour les universitaires, ce pourcentage peut aller juste à 66% pour les étudiants et 62% pour les étudiantes. Donc au niveau des HES et de la haute école pédagogique (HEP), les parents des étudiant-e-s sont plus couramment diplômés du secondaire 2 et des filières professionnelles.

Contrairement aux autres siècles, le statut social est maintenant principalement déterminé par le type de profession exercée et non plus par la naissance. Le niveau d'instruction atteint devient donc le meilleur garant d'une mobilité sociale pour un individu. Malgré tout, les chances dans le processus de l'enseignement sont toujours inégalement réparties en fonction de la classe sociale héritée à la naissance. En rapport à cela, des études menées par B. Bernstein²² montrent que les enfants manifestent tôt des aptitudes intellectuelles différentes selon le niveau social de leurs parents. Les enfants des milieux défavorisés feraient l'apprentissage dans leur cadre familial d'un langage moins soutenu et précis ainsi que plus restreint tant au niveau du vocabulaire que de la syntaxe. Ces mêmes enfants développeraient moins de facultés réflexives et un esprit critique car le style d'éducation plus rigide serait moins stimulant que celui plus démocratique des familles aisées. Surtout, ces différences éducatives peuvent être révélatrices quand la science affirme que le maniement avec aisance de la langue favorise l'apprentissage conceptuel, notamment au niveau du calcul. Le milieu familial influence de ce fait de manière significative sur le développement intellectuel de l'enfant et donc par-là sur ses chances scolaires comme nous pouvons le constater à la lecture des chiffres ci-dessous. Toujours selon une enquête de A. Girard²³, sur 100 élèves d'environ 9 ans et dont le père était ouvrier, 35% étaient considérés comme ayant une bonne réussite scolaire, 35% comme moyenne et 30% comme plutôt mauvaise. Pour les élèves de parents employés, 45% ont une bonne réussite scolaire, 34% ont une réussite moyenne et 21% une mauvaise réussite. Pour les élèves dont les parents étaient cadres supérieurs, 62% ont une bonne réussite, 28% une réussite moyenne et 10% des résultats médiocres.

Plus actuel mais moins détaillé, un rapport de l'OCDE²⁴ de 2011 présentant la situation de notre pays suite aux études PISA de 2006 démontre que les élèves de 15 ans examinés ont obtenu des scores moyens supérieurs aux pays économiquement comparables membres de l'OCDE. Par contre, en comparaison à ces pays, les résultats de nos élèves provenant de milieux socio-économiques peu favorisés sont plus bas. Plus précisément, il est à relever que la Suisse se situe dans la moyenne de l'OCDE pour ce qui est de la disparité socio-économique dans l'effectif de la classe.

²¹OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. Provenance des étudiants-e-s des hautes écoles suisses [en ligne]. 2014. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=5576> (consultée le 2 juin 2014)

²²BOUDON, Raymond. Mobilité sociale. In: *Dictionnaire de la sociologie*. Encyclopédia Universalis. Paris : Albin Michel, 1998, p. 534-542

²³Ibid, p.534-535

²⁴OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. Provenance des étudiants-e-s des hautes écoles suisses [en ligne]. 2014. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=5576> (consultée le 2 juin 2014)

Par contre, la moyenne des écarts de scores entre les élèves de milieux peu favorisés et les autres est plus élevée que celle de l'OCDE, tous pays confondus. En mathématique, le score moyen suisse est de 525 points alors que le score moyen des enfants de milieux défavorisés est de 475. Pour l'écrit, la moyenne est de 510 au total et de 450 pour les enfants du second groupe. En science, la moyenne générale est de 520 et celle des élèves de milieux défavorisés de 450. Au final, force est de constater que ces élèves de milieux défavorisés ont des résultats environ 15% plus bas que les autres.

En comparaison avec l'étude de Girard précitée datant de 1957, nous constatons donc et toujours que l'impact du milieu socio-économique est bien présent sur les résultats scolaires dans les années 1950 qui ont fait ressortir²⁵ que même le QI des enfants pouvait varier selon les classes sociales. Les enfants dont le père exerçait une profession avec des responsabilités élevées avait un QI moyen de 113 alors que celui-ci pouvait descendre jusqu'à 96 pour les fils d'ouvriers spécialisés. L'influence du milieu familial n'est peut-être pas uniquement social mais il n'est encore pas possible de prouver l'impact de facteurs génétiques. Par contre, il est prouvé que dans les familles aisées, l'importance donnée au succès scolaire est fondamentale même en cas de réussite médiocre. Leurs parents feraient le maximum pour qu'ils puissent rester le plus longtemps dans le cursus scolaire, parfois grâce à l'accès aux écoles privées. De mon côté, je crois surtout à l'influence sociale sur les chances de réussites de l'enfant. D'ailleurs, il suffit de reprendre une des conclusions de l'analyse des études PISA²⁶ pour notre pays qui affirme que « les différences des possibilités de développement dans le cadre familial qui font que des enfants au potentiel identique n'ont pas les mêmes acquis au début de leur scolarité » est un obstacle majeur à la réalisation de l'égalité des chances.

Malheureusement, force est de constater, à la lecture du rapport des études PISA²⁷ de 2009 pilotées par l'OCDE, qu'il y a toujours une corrélation entre réussite scolaire et milieu socioculturel de l'enfant. L'OCDE propose plusieurs explications à ce sujet. A savoir, que les parents ayant une formation d'un certain niveau auront plus tendance à consacrer du temps et de l'énergie à l'éducation de leur progéniture et de leur proposer au quotidien des activités à même de les faire progresser dans leur apprentissage. Aussi, il se pourrait bien que les parents exerçant des métiers avec une certaine aura sociale donnent envie à leurs enfants d'obtenir ce statut tout en sachant qu'il leur faudra fournir des efforts importants lors de leur scolarité. Les familles de milieux favorisés offriraient généralement de meilleures conditions pour étudier telles qu'un bureau individuel et au calme, le choix de l'établissement scolaire, des cours d'appui privés, du matériel éducatif supplémentaire, etc. Comme autres freins à la réussite scolaire, l'OCDE cite les faits suivants : être étranger, parler une langue étrangère à la maison, avoir un seul parent et étudier en milieu rural car il y a moins de ressources éducatives à proximité comme des bibliothèques ou des musées.

Dans un autre registre, le système scolaire peut être responsable lui aussi d'inégalités sociales. Celui-ci forme non seulement des élèves mais participe également à la création des futures élites de notre société. Quel que soit le pays, toutes les filières ne bénéficient pas de la même considération voire du même prestige.

²⁵BOUDON, Raymond. Mobilité sociale. In: *Dictionnaire de la sociologie*. Encyclopédia Universalis. Paris : Albin Michel, 1998, p. 536

²⁶COMMISSION FEDERALE DE COORDINATION POUR LES QUESTIONS FAMILIALES. *Familles-Education-Formation*[en ligne]. 2008. Adresse URL :https://www2.unine.ch/files/content/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/COFF_Publi_f_08.pdf (consultée le 20 juin 2014)

²⁷OCDE. *Principaux résultats de l'enquête Pisa* [en ligne]. 2012. Adresse URL :<http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf> (consultée le 20 juin 2014)

Ainsi, avant même l'adolescence, la voie scolaire empruntée laisse déjà présager du niveau d'intégration sociale à l'âge adulte. Cette forme de sélection intervient ainsi très tôt dans le développement de l'individu. Cette sélection scolaire précoce est déjà une sélection sociale.

Des études du sociologue P. Clerc²⁸ soulèvent le fait que lorsque le système scolaire différencie des voies nobles et des voies non-nobles, les enfants de milieux peu favorisés ont tendance à se diriger majoritairement vers les secondes, même pour ceux ayant une réussite scolaire tout à fait satisfaisante. En Suisse, l'OFS²⁹ indique que les étudiant-e-s des filières universitaires les plus prestigieuses telles que la médecine et les sciences exactes comptent une proportion de parents ayant eux-mêmes un haut niveau d'étude supérieure aux autres disciplines. Étant donné que les différenciations d'un système scolaire s'effectuent donc au détriment de milieux peu favorisés, nous pouvons en déduire qu'il n'est pas suffisamment apte à rééquilibrer les inégalités héritées à la naissance. Même si ces dernières ne sont pas irrémédiables grâce en partie à l'accès à l'éducation pour tous, la suppression d'une orientation scolaire trop précoce pourrait accentuer l'impact de l'école sur une mobilité sociale ascendante. Toutefois, dans la perspective de l'éventuel changement précité, il faudrait que la fonction de la socialisation de la famille sur l'enfant ne soit plus influente pour parler réellement d'une société au mérite.

1.3.3 Égalité des chances

Dans le cadre de cette recherche, il m'était important de pouvoir mettre en exergue les éventuelles disparités et de comprendre leurs fonctionnements, dans la répartition des chances vis-à-vis des enfants dans leur milieu familial, dans le sens de ce qu'ils peuvent recevoir en termes d'opportunités épanouissantes, ressources psychopédagogiques, avantages matériels, etc., qui seront propices à la construction de leur réussite scolaire puis sociale. Enfin, il s'agissait de réfléchir dans le cadre de mon activité professionnelle aux mesures pouvant être prises dans le but de réduire les facteurs inégalitaires.

Selon le laboratoire d'informatique et de terminologie de la réadaptation et de l'intégration sociale³⁰ (LIDRIS) de l'Institut universitaire de réadaptation en déficience physique de Québec (IRDPQ), l'égalité des chances est une conception basée sur un ensemble de principes d'intervention visant à éliminer entre les individus les écarts sociaux engendrés par l'activité humaine. Dans le même sens, la Commission suisse pour l'Unesco³¹ propose cette formulation : « On parle d'égalité des chances lorsque chacun et chacune dispose des mêmes chances et que les éventuelles différences de succès dans les études ou la carrière sont dues uniquement aux différences de capacités individuelles ou de choix personnels. Comme il est souvent très difficile de caractériser ce que sont les « mêmes » chances, on parle aussi d'équité, impliquant par-là la présence de chances « équitables » pour tous.

²⁸BOUDON, Raymond. Mobilité sociale. In: *Dictionnaire de la sociologie*. Encyclopédia Universalis. Paris : Albin Michel, 1998, p. 538

²⁹OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. Provenance des étudiants-e-s des hautes écoles suisses [en ligne]. 2014. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=5576> (consultée le 2 juin 2014)

³⁰Boucher Normand. In : *Index international et dictionnaire de la réadaptation et de l'intégration sociale*. [en ligne]. 2003. Adresse URL : <http://www.med.univ-rennes1.fr/iidris/index.php?action=contexte&num=2032&mode=mu&lg=fr> (consultée le 20 mars 2014)

³¹COMMISSION SUISSE POUR L'UNESCO. *Education de la petite enfance en Suisse*. [en ligne]. 2009. Adresse URL <http://www.fruehkindliche-bildung.ch/fr/glossaire.html>: (consultée le 21 avril 2014)

Par conséquent, viser l'équité des chances signifie viser une répartition équitable des chances. Contrairement à la notion d'égalité des chances, celle d'équité des chances indique plus clairement que l'égalité des chances n'est pas synonyme d'égalité des résultats. Utiliser les chances reste une décision individuelle. Mais il est important que les conditions requises à la prise de décision soient données. »

Louis Maurin, directeur de l'Observatoire français des inégalités³² écrit que l'idée qu'il existe des écarts légitimes de niveau de salaire est largement partagée au sein des sociétés occidentales. Tant que la richesse ne poussera pas au sol, il faudra bien se mettre d'accord sur des critères pour répartir la richesse créée. Ces sociétés ont principalement retenu comme tels le travail et le mérite. D'ailleurs, l'ancien Président de la République française Nicolas Sarkozy s'exprimait de la sorte : « il est injuste de vouloir donner la même chose à chacun alors que précisément la République doit conduire à reconnaître les mérites et les handicaps de chaque personne. A l'égalité formelle, je préférerais toujours l'équité. Celui qui travaille plus doit gagner d'avantage. Celui qui cumule le plus de handicaps doit être d'avantage aidé. Dans ce sens, les inégalités sont justifiables du moment qu'elles sont « justes » car résultant d'un effort personnel, d'un mérite. Concrètement, il n'est pas aisé de définir ces inégalités dites « justes » et ce principe d'équité y relatif apparaît comme une promesse impossible à tenir. En effet, comme expliqué sous le concept de la mobilité sociale, pour que l'on puisse viser réellement le mérite individuel, il faudrait que le contexte social acquis à la naissance ne déploie plus aucun effet. Et comme nous l'avons déjà abordé également, dès les toutes premières années scolaires, des différences de niveau se font ressentir en fonction de la provenance du milieu social de l'enfant.

Comme précité, les enfants de milieux peu favorisés obtiennent des résultats scolaires moins élevés. Une explication possible peut se trouver dans le fait qu'un enfant aidé dans ses travaux par un parent ayant un haut niveau d'instruction et des bases de pédagogie débute son parcours scolaire dans des conditions bien plus favorables que celles d'un enfant dont les parents maîtrisent mal la langue locale. En outre, comment mesurer parfaitement le mérite d'une personne vis à vis de son abnégation au travail et des résultats en conséquence dans une société où le travail en équipe et l'interdépendance sont choses courantes et nécessaires. Le risque pourrait être qu'une société du « à tout prix pour gagner » devienne la norme avec un esprit de compétition très aiguë. Les « perdants » resteraient sur la « touche » et seraient seuls responsables de leur situation. Cette vision poussée à son paroxysme irait à l'encontre du projet initial d'un environnement solidaire au sein duquel l'esprit d'équipe et le lien social compteraient autant que la réussite personnelle.

Revenons vers notre pays pour se pencher sur un rapport³³ de la Commission fédérale de coordination pour les questions de famille qui est rattachée au Département fédéral de l'Intérieur. Celle-ci estime que les chances de formation ne sont pas également réparties en Suisse. Comme principal paramètre influençant les chances de réussite scolaire puis professionnelle, elle cite le contexte social familial qui est composé du niveau de formation des parents, de leurs revenus et de leur bagage culturel.

³²OBSERVATOIRE DES INEGALITES. *Egalité des chances ou égalité tout court*. [en ligne]. 6 avril 2010. Adresse URL : http://www.inegalites.fr/spip.php?page=analyse&id_article=504&id_rubrique=110&id_mot=28 (consultée le 20 mai 2014)

³³COMMISSION FEDERALE DE COORDINATION POUR LES QUESTIONS FAMILIALES. *Familles-Education-Formation* [en ligne]. 2008. Adresse URL : https://www2.unine.ch/files/content/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/COFF_Publi_f_08.pdf (consultée le 20 juin 2014)

Les résultats de l'étude PISA confirment cela³⁴. Les plus défavorisés sont les enfants de parents migrants qui subissent parfois des problèmes de compréhension à cause d'une maîtrise limitée de la langue locale. Selon ce rapport, les prestations éducatives offertes ne suffisent pas à combler les inégalités sociales que rencontrent les enfants de milieux défavorisés durant leurs premières années de scolarité.

Ces enfants ne peuvent donc pas obtenir des résultats à la hauteur de leur potentiel inné. Ce rapport relève aussi des inégalités de chances de réussite vis à vis du niveau socio-culturel moyen d'une classe. Effectivement, un enfant intégrant une classe composée majoritairement d'enfants issus d'un environnement socio-économique défavorisé verrait certainement ses performances diminuer. Heureusement, un enseignement de qualité peut partiellement compenser ce contexte scolaire initial peu favorable.

1.4 Cadre d'analyse

1.4.1 Terrain de recherche et échantillon retenu

Dans la première partie de ce travail de recherche, il a été question d'aborder le sujet d'un point de vue théorique principalement en développant les concepts qui permettent de bien cerner et comprendre ce dont il s'agit. Une fois cette étape réalisée, j'ai posé et organisé mes différents questionnements que je souhaitais traiter dans le cadre de ma recherche de terrain.

Pour répondre au besoin précité, j'ai choisi d'interroger Monsieur Alexandre Antonin, Directeur de Caritas Valais, Madame Véronique Barras, responsable du secteur de la migration à l'Oséo Valais puis une responsable d'une structure d'accueil pour enfants en Valais.

Pour le premier, j'ai trouvé conséquent de pouvoir bénéficier de ses connaissances étant donné l'implication et l'expérience de Caritas quant à la lutte contre la pauvreté dans notre pays. Surtout, Caritas est bien impliquée sur l'ensemble du territoire national et s'est déjà montrée très sensible à l'égalité des chances des enfants en rédigeant en 2013 son rapport intitulé : « Des chances égales contre la pauvreté, une analyse de l'encouragement précoce dans les cantons ».³⁵

Pour la seconde personne, j'ai estimé qu'il était une opportunité pour mon travail de consulter cette cadre qui œuvre au sein d'une institution qui promeut à la fois l'intégration sociale et professionnelle à travers de nombreuses mesures reconnues par la Confédération et l'État du Valais. De plus, elle est mandatée par ce dernier pour la mise en place d'un projet d'encouragement précoce.

Pour ce qui est de la troisième personne interrogée, il était indispensable de s'enquérir des positionnements et des visions d'une responsable de structure de la petite enfance. En effet, cette responsable connaît parfaitement la réalité des praticiens sur le terrain et les interfaces entre le terrain et les différentes autorités. De plus, elle intervient dans certains modules auprès de la section « éducation de l'enfance ES » de la HEVS.

³⁴OCDE. *Principaux résultats de l'enquête Pisa* [en ligne]. 2012. Adresse URL : <http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf> (consultée le 20 juin 2014)

³⁵CARITAS. *Des chances égales contre la pauvreté- Une analyse de l'encouragement précoce dans les cantons* [en ligne]. 2013. Adresse URL : http://www.caritas.ch/fileadmin/media/caritas/Dokumente/Positionspapiere/Caritas_Monitoring_Pau%C3%A9_2013_FR.pdf (consultée le 10 avril 2014)

1.4.2 Méthodes de recherche

Avant de passer à la partie d'analyse, il me faut maintenant expliquer la méthode utilisée pour procéder à l'enquête et ainsi récolter les informations nécessaires au développement de ce travail. En effet, le résultat de l'analyse des données perçues doit permettre principalement, à partir d'un nombre limité d'interviews, d'être conscient des atouts et des limites des structures d'accueil pré-scolaires, en l'état actuel, dans la promotion de l'égalité des chances et de mieux cerner d'un point de vue sociologique les populations pouvant particulièrement bénéficier de notre appui et de faire état des moyens y relatifs déjà à disposition et ceux qui pourraient nous être utiles.

Après l'élaboration de la partie théorique, j'ai ainsi orienté la suite de mes recherches qualitatives en allant questionner et échanger avec plusieurs professionnels différemment spécialisés. Pour ce faire, j'ai procédé à trois entretiens semi-dirigés d'environ une heure. Ces entretiens furent enregistrés pour plus de fluidité durant les échanges, pour plus de commodité lors de la retranscription et par souci de limiter au maximum mes interprétations ou oublis. La méthode des entretiens semi-directifs, à mon sens, permet de récolter, à priori, plus d'informations que les questionnaires écrits, d'éviter éventuellement de passer à côté d'un sujet important grâce à « l'œil avisé » de l'expert questionné et tout en étant méthodique, d'offrir une plus grande plage d'expression et plus de spontanéité à mon interlocuteur. Aussi, j'ai écrit aux trois personnes interrogées pour qu'elles sachent dans quels contextes mon travail de recherche et les interviews liées s'inscrivent et pour avoir leur aval quant à l'utilisation de leurs données et de leur nom. Je les ai notamment rendu attentifs aux limites posées à la recherche notifiées sous le point 1.2.2. Il ont également reçu préalablement mon guide d'entretien (cf annexe 1) afin qu'ils aient la possibilité d'en prendre connaissance à leur convenance.

Avant toute chose, j'avais préparé ce guide à l'intention des trois spécialistes en me basant sur mes objectifs initiaux, les concepts théoriques retenus et surtout en gardant en ligne de mire ma question de départ. Je l'ai ainsi organisé à travers cinq grandes questions thématiques couvrant tous mes besoins informatifs en lien avec la précédente phrase. J'ai été attentive à ce que mes questions soient précises afin de traiter de manière aboutie ma thématique, notamment de par l'utilisation de questions de relance. Grâce à la méthode non-directive, j'ai apprécié le fait de pouvoir procéder aux entretiens à travers des échanges pas trop formels tout en pouvant me reposer sur un support écrit fort utile pour être certaine de cibler tous les aspects m'étant profitables et de repartir avec un maximum d'informations.

1.4.3 Méthodes de recueil des données et résultat de l'enquête effectuée

J'ai débuté les deux premiers entretiens à la fin du mois d'août 2014. Le troisième fut déplacé à la mi-septembre dans le but que le professionnel en question soit pleinement disponible. Comme prévu, toutes les rencontres ont été enregistrées et se sont déroulées à l'endroit des bureaux des personnes interviewées. La durée des entretiens qui avait été initialement définie à environ une heure fut dépassée d'une demi-heure à deux reprises. En effet, la liberté de parole offerte par la méthodologie semi-directive fut largement exploitée. Je me suis ainsi retrouvée avec une impressionnante masse d'informations à traiter. J'ai profité également à la fin de l'entretien pour régler les modalités d'utilisation des données. A savoir principalement de quelles manières j'avais le droit de citer leur nom et d'utiliser leurs informations personnelles. Puis, les enregistrements des entretiens ont été retranscrits (cf annexe 2) afin de passer à l'étape suivante qui fut la mise en exergue, l'analyse puis la synthèse de leur matière.

2. Développement

2.1 Introduction et annonce des grandes parties du développement

Après avoir terminé la retranscription fidèle des trois entretiens, il me fallait un outil me permettant de répartir et de sélectionner les données en fonction des besoins de ma recherche. Vu l'importante masse d'informations, la construction d'une grille de dépouillement (cf annexe 3) me fut très utile pour organiser le traitement des données provenant du terrain et pour ne pas omettre des éléments de réponse qui seraient passés inaperçus.

Pour ce faire, cette grille de dépouillement fut conçue à travers cinq grands thèmes directement en lien avec la présente recherche. Il est à noter que trois d'entre eux représentent les concepts théoriques retenus. Voici donc ces cinq items : la famille, la pauvreté, la mobilité sociale, l'égalité des chances et l'encouragement précoce. Pour plus de précisions et une meilleure répartition des données, chaque item possède généralement plusieurs indicateurs. (cf annexe 4) D'autre part, il est à noter que sous ce chapitre, il est uniquement question de retranscription et de regroupement d'informations. Les liens avec des apports théoriques et réflexions personnelles sont présents à partir du point 3.2..

2.2 Présentation des données

2.2.1 Introduction à l'analyse des données

Suite à la construction de la grille de dépouillement, toutes les données utiles ont été réparties sous les différents indicateurs précités. Lors de la rédaction, cette méthode m'a permis de déjà relever et graduer les convergences et divergences des différents spécialistes vis-à-vis de mes questionnements. Cette manière de procéder facilite de ce fait la lecture et rend déjà intéressant celle-ci car les positions et réponses de chacun sont organisées et réunies de manière claire. De plus, afin de faciliter la compréhension des réponses apportées par les personnes interviewées, vous trouverez, sous chaque item, les questions y relatives provenant de mon guide d'entretien. Il peut arriver qu'une question recouvre plusieurs sujets et par voie de conséquence qu'elle se retrouve sous plusieurs items.

2.2.2 La famille

Questions :

Qu'est ce que pour vous une famille peu favorisée en Suisse d'un point de vue socio-économique ?

Selon votre définition, à quelle pourcentage de la société totale s'élèverait la proportion de familles défavorisées ?

A votre avis, les enfants de milieux peu favorisés sont-ils autant encouragés par leur famille que les autres à viser les professions les plus estimées ?

Comment pourriez-vous expliquer que des études aient relevé des différences de moyennes importantes entre des enfants en début de scolarité provenant de milieux populaires et d'enfants de cadres moyens et supérieurs ? Les seconds ayant les meilleurs résultats.

Pensez-vous que certains enfants en âge pré-scolaire peuvent être défavorisés vis-à-vis de l'attention éducative de leurs parents, tant qualitativement que quantitativement de par la nature de leur travail ou à cause de problèmes sociaux et financiers ?

Constatez-vous une différence quant au vocabulaire utilisé et à la curiosité d'apprentissage selon le milieu socio-économique de l'enfant ?

Constatez-vous une différence dans le choix des jeux et des activités de l'enfant selon son milieu socio-économique ?

Constatez-vous une différence selon le milieu socio-économique de l'enfant quant à sa manière d'interagir avec ses pairs et les professionnels ?

Indicateur n°1 : Évolution de la famille dans notre société et besoins y relatifs

Deux évidences ressortent de tous les entretiens, les familles font moins d'enfants que par le passé et il est de plus en plus fréquent que les deux parents travaillent à des taux importants. Un autre changement sociétal se trouverait également au niveau des flux migratoires. En effet, un peu moins d'un quart des résidents permanents de notre pays sont d'origine étrangère.

Plus précisément et d'autre part, Madame Véronique Barras voit comme changement le fait que par le passé les parents utilisaient les structures d'accueil principalement à des fins de socialisation de l'enfant alors que maintenant, c'est une nécessité afin de pouvoir travailler. Pour ce qui est des familles étrangères, leurs sociétés originelles ne sont pas organisées de la même manière que chez nous. L'éducation et le contrôle social se fait au sein de la famille élargie. Quand elles se retrouvent en Suisse, leur principale difficulté est de retrouver des repères dans notre cadre culturel qui est bien différent. Les parents peuvent se retrouver ainsi démunis et perdent confiance en leurs compétences parentales. Cela peut engendrer une tendance à la « démission ». Ces familles étrangères ne savent pas vraiment ce qui se passe au sein d'une structure d'accueil. Cela demande notamment de la part des professionnels de l'immigration des explications au sujet de l'utilité de ces structures sur l'intégration de leurs enfants, de leur fonctionnement et des attentes institutionnelles quant à la collaboration parentale. Plus généralement, elle trouve très utiles les structures d'accueil vis-à-vis de l'évolution de la famille actuelle. Dans ce sens, elle pense aux femmes qui ont envie de travailler pour mettre à profit le temps et l'argent investis dans leur formation. Il sera aussi important que les femmes puissent travailler plus facilement, de surcroît suite à la votation du 9.02.2014 qui pourrait avoir comme conséquence une baisse de la main d'œuvre étrangère. Aussi, le fait que les femmes, grâce à une offre et des prestations relatives à la prise en charge des enfants, facilitent la conciliation du travail et de la vie familiale. Sans cela, il est difficile d'avoir une véritable politique nataliste.

Quant à elle, la responsable de structure relève qu'une partie de la société estime que les parents sont démissionnaires et que ce sont les structures qui éduquent les enfants. Ce n'est pas son avis. Selon elle, il faudrait plutôt s'adapter à l'évolution de la société, notamment aux réalités socio-économiques qui font que bien souvent les deux parents doivent travailler. Cela implique une autre redistribution du temps passé avec l'enfant. De plus, elle est interpellée par le nombre de placements de bébés dès trois mois à plein temps dans les structures d'accueil. Elle imagine plutôt les enfants de cet âge auprès de leur mère et verrait mieux des investissements financiers permettant de prolonger le « congé maternité » qu'au niveau institutionnel. Toujours au niveau de l'évolution de la société, l'enfant y occupe une autre place. A ce jour, on lui demande beaucoup plus, de choisir, de penser par lui-même et d'être critique. Probablement que l'encouragement précoce est issu de cette évolution, de ces changements.

Indicateur n°2 : Contexte socio-économique de la famille et influence y relative sur l'éducation

La responsable du projet « migration » de l'Oséo met en exergue que dans beaucoup de pays d'où proviennent les migrants d'aujourd'hui qu'il n'est pas usuel que les parents jouent avec les enfants. Aussi, à travers le jeu, il y a de nombreux apprentissages qui ne vont pas se faire dans ces familles-là car les enfants ont plutôt tendance à jouer dans la rue.

Selon elle, ils acquièrent d'autres apprentissages qui ne seront pas reconnus à l'entrée à l'école alors que ceux qu'ils ne possèdent pas devraient l'être. D'autre part, elle dit que souvent les familles peu favorisées d'un point de vue économique ont un faible niveau de formation et également un faible bagage culturel. La conséquence est que souvent ces préjugés sociaux sont caractérisés par un soutien insuffisant des enfants par leurs parents, par un déficit de stimulation et un développement linguistique entravé et pour ce dernier, surtout s'il s'agit de population migrante. Tout comme le directeur de Caritas, Madame Barras est d'avis que les enfants issus de milieux favorisés vont avoir un vocabulaire beaucoup plus riche grâce à l'impulsion des parents qui vont les amener plus régulièrement à la bibliothèque, au théâtre, au cinéma et se verront présenter plus de livres dans le cadre de choix occupationnels. Elle cite également comme freins des moyens financiers limités mais aussi une moindre curiosité culturelle car peu d'habitudes à ce niveau et moins de temps peut-être. Elle aurait également une tendance à affirmer que les jeux électroniques sont d'avantage privilégiés dans les familles défavorisées. Peut-être par croyances que ces jeux riment avec modernité. Force est de constater que ce sont des jeux où les enfants sont seuls. C'est comme la télévision qui fonctionnera d'avantage dans les milieux modestes. Donc des activités qui rendent plutôt passifs. A l'inverse, les jeux de réflexion qui favorisent l'éveil seront ainsi d'avantage présents dans les milieux sociaux plus favorisés. Par rapport à l'influence culturelle de la famille sur l'enfant, elle imagine que les enfants provenant des Balkans voire d'autres pays étrangers auront des rapports moins respectueux vis-à-vis des femmes et que la surreprésentation féminine dans les structures d'accueil de l'enfance ne facilitent pas forcément le contact.

Pour le directeur de Caritas, l'éducation de l'enfant serait plus difficile à gérer pour les familles monoparentales. Elle le serait également pour les couples qui travaillent beaucoup et qui auront ainsi moins de temps et d'énergie le soir ainsi que le week-end à consacrer à ce niveau. Pour lui, certains enfants en âge préscolaire peuvent être défavorisés vis-à-vis de l'attention éducative de leurs parents. Principalement pour certaines communautés étrangères qui confient leurs enfants très tôt le matin à des mamans de jour qui travaillent au noir. Dans ce contexte-là, il n'y a pas de quota d'enfants à respecter et bien souvent ces enfants sont mis devant la télévision et ne seront pas cognitivement très stimulés. Ces mêmes enfants seraient souvent remis devant la télévision une fois rentrés le soir à la maison. Pour lui, le milieu socio-économique a de toute façon un impact sur l'enfant car le mimétisme est un élément inévitable. Les enfants répètent les comportements et le vocabulaire de leur entourage familial.

Par contre, il voit une certaine uniformisation au niveau des jeux et des activités de l'enfant mais cela principalement au niveau du support : télévision, internet, littérature. Même si certains parents devront « se saigner » pour offrir un jeu à leur enfant, ils le feront. Ce qui risque de changer, c'est surtout l'utilisation et la fréquence de la télévision. Les enfants peuvent être perturbés et influencés par le comportement parfois inapproprié de leurs parents. L'enfant, toujours par mimétisme, peut les reproduire à l'école, au sein de la structure d'accueil et se retrouver en porte à faux avec les codes sociaux usuels. Tout comme la responsable de structure, il relève aussi que les familles défavorisées ont plus de difficultés à intégrer leurs enfants dans la société pour des raisons économiques, car après avoir payé leur loyer et fait le plein de nourriture, il ne reste plus beaucoup d'argent pour d'autres activités. Le directeur cite : « Donc, automatiquement, les enfants en pâtissent. Souvent, c'est une source de stress. » La responsable rajoute que d'une manière plus générale, il est probable que des difficultés sociales et financières accaparent l'attention des parents au détriment de l'éducation. Bien évidemment, elle ne fait de conclusions hâtives et affirme que cela ne veut pas dire que ces familles n'élèvent pas bien leurs enfants. Le manque d'attention n'étant pas l'apanage de ce milieu social.

Toutefois, pour mes deux personnes interrogées précitées, l'accès à certaines activités ne coûtent quasiment rien, comme l'entrée d'un musée par exemple. Il s'agira ainsi plutôt d'une question d'habitude et d'intérêt. C'est à dire que si les parents n'ont eux-mêmes jamais fréquenté de musée, il y a moins de chances qu'ils y amènent leur progéniture.

Pour la responsable de structure, un enfant qui vit au sein d'un milieu peu favorisé n'aura pas forcément la même opportunité d'être valorisé, encouragé et de se mettre en avant. Elle dit que dans certaines familles peu favorisées, elle doute que les enfants soient forcément encouragés à s'élever socialement. Peut-être que cela provient de l'image qu'ont ces familles d'elles-mêmes, de la place qu'elles occupent dans la société, comme si tout était figé et que l'accès à certaines formations supérieures ne leur était pas réservé.

Cette responsable de structure ne peut pas affirmer qu'il y ait réellement des différences quant à la curiosité d'apprentissage, au choix des jeux et le vocabulaire utilisé selon l'origine sociale de l'enfant. Pour elle, ce n'est pas quelque chose de flagrant à cet âge-là. Ces réflexions et observations sont valables également pour ce qui est des différences comportementales des enfants entre eux et des enfants avec les professionnels de l'enfance. Elle voit plutôt des différences en provenance de tempérament, de personnalité, ou par exemple de conséquences de la place qu'a l'enfant au sein de la fratrie. Toutefois, elle constate à travers sa fonction professionnelle que les parents de milieux plus favorisés posent plus de questions concernant la prise en charge éducative et pédagogique que les autres pour qui l'important se résume à faire garder leur enfant.

2.2.3 La pauvreté en Suisse

Questions :

Qu'est ce que pour vous une famille peu favorisée en Suisse d'un point point de vue socio-économique ?

Selon votre définition, à quelle pourcentage de la société totale s'élèverait la proportion de familles défavorisées ?

Indicateur n°1 : Définitions et perceptions

Pour la responsable de structure, c'est une famille qui rencontre des difficultés sociales, financières ou les deux, dont les besoins de base, à savoir l'accès à la sécurité, se nourrir, se loger et la formation ne sont pas satisfaits. Elle se questionne sur l'origine du problème. A savoir est-ce que ce sont les difficultés sociales qui amènent aux difficultés économiques ou l'inverse ? Elle imagine quand même qu'il y a une influence réciproque. La pauvreté en Suisse, c'est également pour elle le phénomène des working-poors. Ce sont ces travailleurs qui n'arrivent pas à vivre décemment avec leur salaire. Elle pense aussi que la précarité est le résultat de choix politiques car il y aurait notamment sur cette terre de quoi donner accès à l'éducation et à la formation à tout le monde.

De son côté, le directeur de Caritas Valais avance que les signes de la pauvreté ne sont pas forcément visibles en Suisse. Une famille défavorisée dans notre pays serait plutôt vue comme limitée dans l'accès aux activités sociales qui sont des facteurs intégratifs par manque de moyens financiers. Par exemple, les parents de ces familles ne pourraient pas offrir à leurs enfants des divertissements qui permettraient à ces derniers de faire partie d'un groupe, d'être inclus parmi leurs pairs. Finalement, pour Madame Véronique Barras, il faut se baser sur la définition fédérale. C'est à dire, sont considérées comme pauvres les personnes qui doivent vivre avec le minimum vital fixé par la Conférence Suisse des institutions de l'action sociale.

D'autre part, une famille peu favorisée en Suisse, c'est principalement une famille dont les parents disposent d'un faible niveau de formation, d'un revenu modeste et également d'un faible bagage culturel. Selon elle, cette pauvreté toucherait principalement les familles issues de la migration mais aussi les familles monoparentales.

Indicateur n°2 : Chiffres-clés et données statistiques

Le directeur de Caritas Valais nous informe que les statistiques de l'OFS sont plus basses que les estimations de Caritas Suisse. Caritas Suisse estime à un million le nombre de personnes touchées par la pauvreté. Cela représente environ 7 à 8% de la population. Pour la responsable de structure et selon ses sources, un enfant sur dix serait victime de la pauvreté. Mais dans la population en générale, 600'000 personnes seraient concernées par ces difficultés. Madame Véronique Barras cite les chiffres de l'OFS qui dénombrent en 2012 590'000 personnes en difficulté. Elle cite aussi Caritas qui, pour ce qui est des enfants, chiffrerait à 260'000 le nombre de ceux-ci vivant dans un état de pauvreté.

2.2.4 Mobilité sociale

Questions :

Selon vous, quels sont les facteurs facilitateurs quant à la mobilité sociale au sein de notre pays ?

A l'inverse, quels pourraient être les freins quant à la mobilité sociale au sein de notre pays ?

Indicateur n°1 : Facilitateurs à la mobilité sociale

Pour la responsable de structure, le principal facilitateur se trouve être un niveau de formation suffisant. Elle pense également à une bonne maîtrise de la langue d'usage et à bon niveau social. La connaissance du système en vigueur et des lois y relatives est aussi un avantage. Être au bénéfice d'un réseau social, de personnes ressources y contribuent également. Le Directeur de Caritas Valais voit comme premier pilier l'éducation de l'enfant par les parents puis ensuite la formation dispensée par l'enseignement public et les structures de formation professionnelle. Pour lui, l'école publique devrait offrir à tout le monde la possibilité d'acquérir au moins un Certificat fédéral de capacité. Cela faciliterait l'accès à un travail permettant de vivre correctement. Car en Suisse, et c'est une force de notre système, c'est un diplôme reconnu et les débouchés professionnels sont bien présents à ce niveau. Et même si cela implique de rester dans le même milieu social. Madame Véronique Barras est convaincue qu'une meilleure égalité des chances avant l'entrée à l'école est nécessaire. C'est à dire que les chances de réussite scolaire soient plus équilibrées chez les enfants, ce qui permettra plus facilement aux enfants de milieux peu favorisés d'accéder à des formations supérieures. Donc au final, d'avoir des revenus et une position sociale supérieure à celle de leurs parents. Si l'on optimise l'égalité des chances, le reste va suivre.

Indicateur n°2 : Freins à la mobilité sociale

Il est important de relever que tous les trois s'accordent à dire que le manque de formation est le principal frein à la mobilité sociale. Outre ce facteur, la responsable de structure compte comme freins la non-maîtrise de la langue d'usage ainsi que l'isolement social. Il y aurait également des éléments liés à l'intégration des personnes issues de la migration. Pour ces personnes, le contraste culturel peut être important et leur intégration peut prendre du temps. Le directeur de Caritas rajoute qu'en Valais : « on a quand même une meilleure mobilité sociale par ce qu'on est moins cloisonné que dans les grandes villes où les gens ont tendance à rester par caste sociale, de niveau formation, et les enfants font comme les

parents. Ils ne se voient qu'en cercle restreint. ». Madame Véronique Barras estime que perpétuer une politique relativement inégalitaire en Suisse est un véritable frein dans ce domaine et que les études PISA confirment bien cela. Selon ces études qui concernent principalement des pays industrialisés, la Suisse fait mauvaise figure en terme d'intégration des élèves issus de conditions socio-économiques défavorables. D'où l'importance de poursuivre la mise en place du concept d'intégration précoce dans notre pays.

2.2.5 Égalité des chances

Questions :

Est-ce que les chances de réussite scolaire, à capacités égales, sont-elles identiques pour tous ?

Est-ce que vous estimez l'accès aux études supérieures comme accessible de manière équitable à toutes les personnes ayant les capacités ?

Pensez-vous que la sélection des différentes filières scolaires et professionnelles arrivant tôt dans la vie d'un jeune peut-elle fermer définitivement certaines portes ?

A votre avis, les enfants de milieux peu favorisés sont-ils autant encouragés par leur famille que les autres à viser les professions les plus estimées ?

Comment pourriez-vous expliquer que des études aient relevé des différences de moyennes importantes entre des enfants en début de scolarité provenant de milieux populaires et d'enfants de cadres moyens et supérieurs ? Les seconds ayant les meilleurs résultats.

Pensez-vous que certains enfant en âge pré-scolaire peuvent être défavorisés vis-à-vis de l'attention éducative de leurs parents, tant qualitativement que quantitativement de par la nature de leur travail ou à cause de problèmes sociaux et financiers ?

Constatez-vous une différence quant au vocabulaire utilisé et à la curiosité d'apprentissage selon le milieu socio-économique de l'enfant ?

Constatez-vous une différence dans le choix des jeux et des activités de l'enfant selon son milieu socio-économique ?

Constatez-vous une différence selon le milieu socio-économique de l'enfant quant à sa manière d'interagir avec ses pairs et les professionnels ?

Indicateur n°1 : Influence de l'origine socio-économique sur la réussite scolaire

La responsable de structure pense que les chances de réussite à capacité égale ne sont pas identiques pour tous les enfants. Comme précité, elle croit qu'un enfant qui évolue dans un milieu peu favorisé n'a peut-être pas la même opportunité d'être valorisé, encouragé et de se mettre en avant. Elle n'a pas vérifié cela sur le terrain et dit qu'il s'agit peut-être d'un préjugé. Quoi qu'il en soit, les études démontrent bien que les enfants issus de milieux favorisés ont des résultats scolaires supérieurs. Pour ce qui est de la suite du parcours scolaire, elle est d'avis que des moyens financiers suffisants facilitent l'accès aux études supérieures. Cependant, elle dit que l'État tend quelque peu à l'égalité des chances en octroyant des bourses d'étude. Même si pour elle, la répartition des élèves dans les différents niveaux et filières arrivent tôt dans la vie enfants, cela n'est pas pour autant immuable. Notre système de formation permet, grâce aux nombreuses possibilités de se former sur le tard, une certaine mobilité professionnelle par la suite. Malgré tout, le fait de se voir déjà à l'âge de 12 ans quasiment recalé des filières des études peut toucher l'estime de soi. Elle cite : « Que cela signifie ? Que je ne suis pas assez intelligent ? » Pour ce qui est de l'encouragement aux études, elle avance que pour les familles migrantes installées de longue date, il y a une volonté chez le parent de voir son enfant accéder à un diplôme supérieur au sien. Par contre du côté des familles peu favorisées, elle doute d'une influence positive à ce niveau. Elle ressentirait une forme de déterminisme dans ces familles qui manqueraient d'estime d'elles-mêmes pour envisager une progression sociale.

C'est un peu comme si elles acceptaient plus ou moins consciemment la place dans la société que cette dernière leur aurait attribuée. Elle a aussi affirmé précédemment que les problèmes sociaux et financiers que rencontrent certaines familles diminuent l'attention éducative des parents portée à leurs enfants.

Pour le directeur de Caritas, les raisons financières ne sont pas les seuls freins à l'accès aux études supérieures. Il y aurait une tendance chez les enfants à reproduire ce que font les parents. Si ceux-ci ne parlent jamais à la maison du sujet de la formation, des études, etc., l'enfant, même s'il possède les capacités, ne verra pas forcément de raisons de viser un niveau de formation supérieur. Il trouve que l'on reste conditionné par son milieu familial et qu'un certain déterminisme existe donc par ce fait. Il nuance ses dires en tenant compte des influences extérieures telles que l'école dans laquelle un enseignant pourrait reconnaître le potentiel d'un enfant et ferait le maximum pour l'exploiter. Même si de nos jours, il est toujours possible d'augmenter son niveau de formation à travers des cours du soir et de la formation continue, l'enfant d'un milieu peu favorisé ayant un fort potentiel qui n'a pas été suffisamment stimulé tôt pourra très vite se voir fermer les portes de l'université. La présélection s'opérant très jeune, même si le choix de l'université se fait à l'âge adulte, donc quand l'influence du milieu familial est moins important. D'ailleurs, il insiste beaucoup sur l'influence du milieu familial sur les intérêts de l'enfant. Il parle de mimétisme qui aura une influence sur son parcours scolaire et professionnel et que cette influence est plus significative que le potentiel réel de l'enfant. Un fils de professeur qui vit entouré de livres et qui les « dévore » verra son niveau de lecture, de vocabulaire, d'orthographe puis de littérature évoluer bien avant les autres. Cela tout simplement parce qu'il « baigne » dans ce milieu et pas forcément parce qu'il est plus intelligent. L'enfant qui entend tout le temps son père parler de foot sera plus motivé par une hypothétique carrière à ce niveau. Pour rééquilibrer les chances, il faut favoriser les cours d'appui. Mais même si les structures existent, il faut que les parents les utilisent. L'enfant ne pouvant choisir pour lui même.

Dans le même sens, Madame Véronique Barras, nous fait remarquer que tout se décide très tôt dans ce registre. En effet, elle estime qu'un enfant issu d'un milieu favorisé qui débute sa scolarité aura déjà à la base des compétences nettement supérieures dans sa langue maternelle et en mathématique. Mais même avec toute la bonne volonté de notre système scolaire et les différentes formes d'appui, il ne sera pas possible de combler le retard existant dès le départ. C'est pourquoi, il faut donc travailler en amont de l'entrée à l'école. A ce sujet, elle relève le paradoxe de notre bon système éducatif qui malgré tout, à l'échelle PISA, n'est pas classé dans les bons élèves pour ce qui est des résultats scolaires d'élèves provenant de milieux peu favorisés. Comme explications aux difficultés des enfants de familles défavorisées à viser des diplômes supérieurs, elle relève premièrement le manque de formation des parents. Celui-ci aura pour conséquences des revenus financiers modestes, les deux parents travaillant à des taux importants voire complets, des cumuls de petits boulots, etc. Les parents n'auront donc pas la même disponibilité, énergie et les connaissances pour soutenir au mieux leurs enfants dans leur parcours scolaires.

2.2.6 Encouragement précoce

Questions :

Selon vous, développer des structures d'accueil pré-scolaires est-il nécessairement synonyme de diminution du rôle éducatif des parents et des responsabilités en lien ?

Selon vous, les parents peuvent-ils avoir d'une manière générale une vision relative à l'utilité éducative des structures d'accueil pré-scolaires en fonction de leur milieu socio-économique ?

Est-ce que l'évolution des compositions familiales (familles recomposées, monoparentales, etc.) et des éventuelles difficultés sociales et organisationnelles qui peuvent être y associées peuvent trouver des réponses dans le développement des structures d'accueil pré-scolaires ?

Pensez-vous qu'il y ait un réel besoin ainsi que des attentes dans notre pays de ce type de prise en charge pré-scolaire ?

Est-ce que le besoin se trouverait plus dans le fait d'offrir d'avantage de places d'accueil et encore plus tôt dans la vie de l'enfant pour faciliter l'organisation professionnelle et sociale des enfants ?

Connaissez-vous le concept de l'encouragement précoce ? Si oui, depuis quand et dans quelle mesure ?

Pensez-vous qu'investir financièrement dans la mise en place de structures à même d'offrir ce type de prise en charge puisse réellement combler le retard de certains enfants n'ayant pas le même soutien éducatif familial par rapport à d'autres ? Donc de réduire des inégalités sociales.

Pensez-vous que les dotations financières des structures d'accueil préscolaires sont à même de mettre en application le projet pédagogique de l'encouragement précoce ? (nbre de places suffisant, prix abordable, horaires adaptés, personnel suffisant, formation du personnel adaptée...)

Pensez-vous qu'en l'état actuel des prestations de prise en charge éducatives et de l'accès à ces dernières, que les structures d'accueil pré-scolaires proposent déjà un suivi proche de celui de l'encouragement précoce ? Donc peut-être déjà à même de réduire des inégalités sociales ?

Indicateur n°1 : Définitions et représentations du concept de l'encouragement précoce

Madame Barras définit l'encouragement précoce comme toutes les mesures susceptibles de favoriser, d'accroître l'égalité des chances avant d'entrer à l'école enfantine. Elle cite : « l'encouragement précoce, c'est permettre à tous les enfants, mais en particulier aux enfants issus de milieux défavorisés d'acquérir des outils cognitifs de base qui vont leur permettre d'être au même niveau que les autres enfants à l'entrée à l'école. » Officiellement, ce projet fait partie du programme fédéral d'Intégration depuis 2014. En effet, la Confédération et plus précisément l'Office fédéral des migrations qui pilote toutes les mesures d'intégrations en Suisse a défini dans un souci d'harmonisation et pour la période 2014-2017 un programme fédéral valable dans les 26 cantons dans lequel figurent un certain nombre d'axes prioritaires dont fait partie l'intégration précoce. Aux fonds fédéraux ainsi débloqués, se rajoutent maintenant des budgets cantonaux et communaux à cet effet. L'objectif est donc de travailler en amont de l'entrée à l'école, à savoir de 0 à 4 ans, en mettant des projets en place pour que les enfants accèdent à une meilleure égalité des chances. Pour elle, il y a déjà beaucoup de prestations existantes. Cependant, il n'y a pas vraiment de coordination entre les différents acteurs et les différentes instances décisionnelles telles que commune, canton, Confédération. Il serait judicieux aussi d'optimiser les synergies entre les services étatiques et les associations spécialisées dans divers domaines. Une bonne mise en réseau optimiserait le potentiel de toutes les actions.

Dans le cadre de son activité professionnelle à l'Oséo et donc du programme fédéral d'intégration qui a tout récemment mis à disposition des budgets, elle a conceptualisé l'année passée avec d'autres partenaires le projet « égalité des chances dès l'enfance ». Cela après avoir effectué un état des lieux des offres existantes et des lacunes. L'action dudit projet s'articule principalement autour de trois mesures. La première est de former des parents « relais » dans les différentes communautés étrangères à travers l'axe « école » et l'axe « éducation préscolaire ». Par exemple, lorsque l'Office éducatif itinérant intervient dans une famille qui peine à comprendre non seulement la langue utilisée mais aussi l'intention et les supports de l'aide apportée, un représentant de la communauté en question « formé et informé » par leurs soins pourra faire le lien entre les différents protagonistes. Ces personnes « relais » pourraient également favoriser l'intégration de ces familles en les accompagnant notamment dans les différentes démarches administratives et dans la compréhension de notre système scolaire, social, etc.

La seconde mesure consiste à accompagner les parents dans les tâches éducatives. Pour ce faire, l'Oséo organise deux sessions annuels de huit séances, chacune ouvertes autant aux familles suisses qu'étrangères et durant lesquels deux accompagnatrices « coachent » un groupe de huit parents. La mixité sociale, aussi sur le plan économique, augmentant les chances d'intégration. Les parents peuvent ainsi y faire part de leurs difficultés, craintes, etc. Des thèmes de discussions sont amenés par les accompagnatrices, par exemple le rôle de l'enfant traducteur, l'usage de l'argent de poche, l'utilisation d'internet, le passage à l'adolescence, etc. La dernière mesure fut la création d'un atelier lecture parents-enfants pour les enfants âgés de 0 à 4 ans. L'objectif est de valoriser la langue et la culture d'origine. Madame Barras rappelle que pour toutes ces mesures, il y a une collaboration avec notamment les différents offices du Service cantonal de la jeunesse, les écoles publiques et la municipalité.

La responsable de structure connaît ce concept depuis deux ou trois ans. Elle le voit comme la possibilité d'offrir à l'enfant un cadre d'éducation propice à son bon développement. Ce concept est mis en œuvre de manière interdisciplinaire. Ce n'est donc pas uniquement au sein d'un seul lieu que l'on favorise l'encouragement précoce. Ce concept aurait été imaginé par l'Office fédéral des migrations dans un souci d'intégration des enfants de familles migrantes qui auraient des lacunes dans une des langues nationales. Elle nous donne l'exemple de la ville de Bienne qui aurait de l'avance dans sa mise en place et qui a développé des « cafés-parents » comme espaces d'échanges et d'informations.

Pour terminer, le directeur de Caritas Valais ne peut apporter d'éléments complémentaires à ce sujet.

Indicateur n°2 : Liens avec la pratique actuelle en éducation de l'enfance

La responsable de structure affirme que de par notre formation, nous sommes déjà sensibilisées à l'encouragement précoce, nous avons une approche qui va bien au delà de ce qui existait auparavant. Cependant, il y aurait un effort à fournir notamment en terme de pluridisciplinarité car cela est nécessaire dans la réduction des inégalités. Aussi, elle s'interroge sur la connaissance de ce concept par le personnel éducatif. Par contre, elle pense que nombreux sont les professionnels qui seraient capable de mentionner qu'ils font de l'encouragement précoce, sans utiliser exactement ce terme, simplement en expliquant ce qu'ils font au quotidien. Par exemple les nombreuses observations des enfants qui font l'objet de concertations et d'analyses régulières entre collègues. De plus, elle cite notre Plan d'étude cadre (PEC) qui comprend en son sein nombres de compétences visant l'encouragement précoce. Le contrat de prestations liant les structures avec l'État va dans ce sens également.

Elle pense ainsi que l'on fait déjà de l'encouragement précoce. En effet, elle croit qu'il s'agit de se mettre à la hauteur de l'enfant dans son stade de développement pour l'encourager à progresser. Si l'enfant est dans un milieu sains où ses besoins sont satisfaits, il est « encouragé ». Les parents devraient être les premiers acteurs de l'encouragement précoce. « Une mère qui va régulièrement avec son petit enfant au parc, c'est déjà de l'encouragement précoce. Par ce qu'elle l'emmène dans un milieu social où il va toucher des matériaux, grimper sur un toboggan, il va développer sa motricité.

Cette maman va s'asseoir à côté d'une autre maman et elles vont commencer à échanger et de ce fait créer des liens. » Du côté des professionnelles, « on parle beaucoup de co-éducation, on peut avoir ce rôle de partenaire dans l'éducation. On peut être un relais pour des parents qui ont des questions. On peut les aider. On peut être aussi une connaissance des réseaux pour adresser les parents au bon service, alors que seuls ils ne feraient peut-être pas la démarche. On peut être réellement des partenaires. »

Pour Madame Véronique Barras, la qualité des prestations fournies par les professionnelles de l'enfance est très bonne. Leur formation permet de favoriser l'encouragement précoce. A la nuance près qu'il faudrait peut-être qu'elles soient d'avantage informées sur les besoins spécifiques liées aux différents type de population.

Indicateur n°3 : Opportunités et perspectives de développement dans le cadre de l'éducation de l'enfance

Pour Madame Barras, développer des structures d'accueil pré-scolaires n'est pas synonyme de diminution du rôle éducatif des parents. Elle pense que les rôles de chacun sont complémentaires et que pour les familles issues de milieux défavorisés cela peut être un véritable soutien de pouvoir s'appuyer sur des conseils de professionnelles, par exemple sur la pose d'un cadre éducatif qui peut s'appliquer à la maison. En effet, elle rencontre par le biais de son travail des parents « qui sont complètement perdus, pommés, qui ne savent pas à quelle heure on doit coucher les enfants, qui ne savent pas ce que c'est que donner à manger correctement, etc. » Vis à vis de ces parents fragilisés, il s'agit justement de renforcer leur rôle parental grâce un climat de confiance avec les professionnels de l'enfance et à travers des échanges constructifs. Ce lien ainsi créé facilitera aussi plus tard la relation avec les enseignants.

Du côté des milieux plus favorisés, il s'agira surtout de pouvoir compter sur des professionnels pour accueillir leurs enfants quand ils travaillent. Elle nous fait encore remarquer que l'offre est encore loin d'être uniforme dans notre pays, et même au sein des cantons. Cela fait partie de l'identité suisse et de son organisation. Il y a maintenant une volonté de la Confédération de développer et de mieux répartir les prestations. Son accessibilité tarifaire devrait par contre être revue pour les familles ayant des revenus modestes afin que l'encouragement précoce puisse prendre tout son sens. Toutefois, il faut compter sur la résistance de certains milieux politiques qui tendent « à faire revenir la femme deux-cents ans en arrière ».

Madame Barras évoque aussi le fait que les aspects migratoires et culturels ne sont pas assez développés dans le cadre de notre formation. Elle pense ainsi, tout comme la responsable de structure, que nous allons être de plus en plus confrontées à des groupes d'enfants très hétérogènes et qu'il faudra comprendre leurs besoins spécifiques et s'y adapter pour favoriser leur intégration et l'harmonie du groupe. Par rapport aux familles peu favorisées, elle pense, sans pouvoir donner de solutions concrètes, que nous devrions produire également un effort particulier pour être sensibles à leurs propres besoins. Mais pour elle, il pourrait s'agir d'encourager une maman peu lettrée de lire avec son enfant. Elle termine en affirmant que les structures avec 80% de Suisses cela n'existera plus, en tous les cas en ville. Les situations se complexifient mais « l'intégration dans des structures ordinaires avec des gens bien formés va faire en sorte que l'intégration dans la société se passe mieux. »

Le directeur de Caritas Valais estime que quel que soit le milieu socio-économique des parents, ces derniers voient principalement les structures d'accueil de l'enfance comme un service de placement plutôt que comme une structure portée sur l'éducation et la pédagogie.

Le but étant de ce fait de dégager du temps pour les parents. Et les enfants les fréquentant seraient conscients qu'ils y sont car leurs parents ne peuvent pas les garder. Il nuance en rajoutant qu'il voit une utilité pour certains enfants qui ne bénéficient pas d'un soutien éducatif parental suffisant dans le fait d'être entourés de professionnelles. Il est d'avis que le développement des structures d'accueil de l'enfance est une nécessité dans le sens d'une aide aux parents. Il partage l'idée avec Madame Véronique Barras que l'offre n'est pas encore suffisante pour réellement soulager les parents et permettre, notamment aux mères d'aménager leur temps de travail, en terme de places et d'horaires ainsi qu'au niveau de la disponibilité lors des vacances scolaires. Il trouve aussi et à nouveau comme Madame Véronique Barras, que le tarif, même avec les subventions actuelles, peut être un frein à l'accessibilité de cette prestation pour certaines familles. Vu l'état des finances publiques, l'engagement de bénévoles expérimentés dans un cadre précis pourraient éventuellement être une hypothèse à étudier. Finalement, investir au niveau desdites structures est important pour soutenir d'un point de vue logistique les parents qui travaillent. Mais il est plutôt sceptique quant à l'impact de son développement sur la réduction des inégalités sociales.

Comme les deux autres personnes interviewées, la responsable de structure relève un manque de place plus ou moins important selon les régions et les cantons. Elle pense que l'État a tout avantage à développer ce genre de structure. Surtout, « il y a des études qui montrent qu'un franc investit rapporte quatre francs. » Cela permettrait aux femmes d'avoir d'avantage accès au monde du travail et de travailler sereinement tout en sachant que son enfant est bien accompagné par des professionnels. Depuis des années, il ne s'agit plus uniquement de placer son enfant à des fins de socialisation. Toutefois, elle ne pense pas judicieux d'offrir des prestations d'accueil encore plus tôt dans la vie des enfants, donc encore avant trois mois. Selon elle, dans un idéal, ce serait même plutôt à partir de trois ans. A cet âge, il a envie d'entrer en relation avec ses pairs. Mais la crèche n'est pas un passage obligé en terme de développement pour elle. Elle relève par contre que des maîtresses enfantines ont constaté que les enfants ayant fréquentés une structure d'accueil maîtrisent déjà les codes sociaux de la vie en collectivité lors de leur entrée en scolarité. Toutefois, après quelques mois, les autres élèves voient leur retard à ce niveau comblé.

La responsable de structure termine en affirmant que pour favoriser l'encouragement précoce, les structures d'accueil sont déjà bien dotées en termes d'infrastructure, de mobilier, de matériel, d'accès à la formation. D'un point de vue matériel, il y aurait donc tout ce qu'il faut pour bien faire. Cependant, elle pense que la réussite passe surtout par la stimulation des équipes car : « on peut toujours faire mieux. ».

3. Conclusion

Dans le but de pouvoir identifier les principaux avis convergents et divergents ressortant de mes entretiens puis de les mettre par la suite en exergue en les confrontant à des apports théoriques et à ma propre réflexion, j'ai décidé de synthétiser toutes les informations reçues en les reclassifiant par grands thèmes.

3.1 Synthèse des thèmes

3.1.1 Synthèse du thème de la famille

Il ressort de tous les entretiens comme principaux changements sociétaux que bien souvent les deux parents travaillent à des taux d'activité élevés, donc que la femme n'a plus vraiment

la même position qu'autrefois. Ce qui a pour conséquence selon eux une diminution du temps et de l'énergie à disposition pour s'occuper des enfants. Comme autres changements relevés, il y a des différences culturelles éducatives des familles d'origine étrangère vivant en Suisse qui manquent parfois de repères vis à vis de notre système éducatif et pédagogique ainsi que la place de l'enfant et les attentes y relatives en augmentation.

Pour deux spécialistes, les parents de familles peu favorisées socio-économiquement auraient couramment un faible niveau de formation et un faible bagage culturel. Leurs enfants peuvent souffrir d'un soutien éducatif insuffisant et d'un manque de stimulation dans les différents apprentissages. Le directeur de Caritas parle même de mimétisme des enfants par rapport à leurs parents pour imager l'influence du milieu social sur l'enfant. A l'inverse, les enfants plus favorisés ont un vocabulaire plus riche de par le biais d'activités culturelles telles que fréquentations de bibliothèques, théâtres, cinéma, etc. Toutefois, la responsable de structure, de son côté, ne constate pas de différences quant à la curiosité d'apprentissage, au vocabulaire et au comportement général de l'enfant selon son origine sociale avant l'entrée à l'école. Malgré tout, elle pense que les familles peu favorisées font preuve de déterminisme à cause de la mauvaise image qu'elles auraient d'elles et ce manque de confiance ne favoriserait pas l'encouragement de leurs enfants à s'élever socialement. De l'avis de tous, le manque d'argent est bien un frein à l'accès à la culture mais pas l'unique. De nombreuses activités coûtent peu, comme par exemple l'entrée à un musée. Il s'agirait plutôt d'un intérêt et d'une motivation provenant en grande partie d'habitudes sociales conditionnées par le milieu d'origine des parents.

3.1.2 Synthèse du thème de la pauvreté

Les différentes personnes interviewées ont une représentation différente de la pauvreté. Pour le directeur de Caritas Valais, les signes de la pauvreté ne sont pas forcément visibles en Suisse. La pauvreté pourrait se retrouver dans le cadre d'une famille qui ne peut accéder aux activités sociales qui sont des facteurs intégratifs par manque de moyens financiers. Il dit également que les estimations de Caritas Suisse sont plus élevées que les statistiques de l'OFS en ce qui concerne le nombre de personnes touchées par la pauvreté. Selon Madame Barras, il s'agit d'une définition officielle. A savoir, le fait de devoir vivre selon le minimum vital fixé par l'Aide sociale. D'ailleurs, dans ce sens, elle cite les chiffres de l'OFS pour quantifier la pauvreté en général mais nous transmet ceux de Caritas pour ce qui est des enfants victimes de la pauvreté dans notre pays. Pour la responsable de structure, la pauvreté c'est voir l'accès à la formation, à la sécurité, au logement et à la nourriture de manière limitée voire inexistante.

3.1.3 Synthèse du thème de la mobilité sociale

Comme élément facilitateur à la mobilité sociale, nos trois personnes interviewées citent un niveau de formation suffisant. La responsable de structure rajoute la bonne connaissance du système politique et légal ainsi que la possession d'un réseau social étoffé. Madame Véronique Barras est convaincue que l'égalité des chances doit être pensée avant l'entrée à l'école et que cela est la condition fondamentale pour que les enfants issus de milieux peu favorisés puissent accéder à une position sociale supérieure à celle de leurs parents grâce à des formations reconnues.

De son côté, le directeur de Caritas est d'avis que l'éducation publique devrait offrir à tous les enfants la possibilité d'acquérir au moins un CFC qui permettra ensuite de vivre correctement en Suisse. Même si cela ne permettrait pas forcément de progresser socialement en rapport à son milieu social originel. D'autre part, l'isolement social, les difficultés d'intégration de certaines personnes issues de la migration, une maîtrise limitée de la langue d'usage qui ne concerne par uniquement ces dernières sont les principaux freins à

la mobilité sociale avec le manque de formation mis en exergue par nos trois interlocuteurs. Il est aussi intéressant de noter que Madame Véronique Barras cite les études PISA qui montrent du doigt la Suisse et ses lacunes en terme d'intégration des élèves de milieux peu favorisés. D'où l'importance pour elle de favoriser la mise en place de l'intégration précoce.

3.1.4 Synthèse du thème de l'égalité de chances

Pour les trois personnes interrogées, les chances de réussite à capacité égale ne sont pas identiques pour tous les enfants. Notamment à cause d'un contexte de vie généralement moins valorisant pour les enfants issus de milieux peu favorisés. Aussi, les problèmes sociaux et financiers vécus par les parents peuvent diminuer l'attention éducative de ces derniers portée à leurs enfants. Les trois spécialistes relèvent une certaine forme de déterminisme, de conditionnement familial dans lequel les enfants reproduisent et imitent des caractéristiques. D'autre part, un enfant ayant un fort potentiel mais n'ayant pas été stimulé suffisamment tôt pourra très vite se voir fermer l'accès aux plus hautes études. La sélection s'opérant très rapidement dans le parcours scolaire et dans la vie de l'enfant. D'ailleurs, tous les trois connaissent les résultats des études PISA qui révèlent le fait que qu'en Suisse, comparativement aux autres pays développés, les élèves de milieux peu favorisés ont d'avantage de moins bons résultats. Pour ces raisons, Madame Véronique Barras estime qu'il est primordial de travailler en amont de l'entrée à l'école. Malgré tout, les bourses étatiques, les formations d'adultes et les formations continues permettront de réduire quelque peu ces inégalités.

3.1.5 Synthèse du thème de l'encouragement précoce

Madame Barras définit le concept d'encouragement précoce comme toutes les mesures susceptibles de favoriser et d'accroître l'égalité des chances avant l'entrée à l'école enfantine. Elle nous fait part du programme fédéral d'intégration mis en place depuis 2014 dans un souci d'harmonisation quant aux pratiques des 26 cantons. L'intégration précoce fait partie des priorités. L'objectif est donc de travailler en amont de l'entrée à l'école en mettant des projets en place pour favoriser l'égalité des chances. Tout comme la responsable de structure, elle insiste sur l'importance de la pluridisciplinarité et le fait qu'il devient important de coordonner toutes les actions entreprises dans ce sens par les différents partenaires et instances. Sans oublier les parents qui devraient être les premiers acteurs de l'encouragement précoce. En effet, l'encouragement précoce ne se déroule pas au sein d'un unique lieu. Pour la responsable de structure, nous sommes déjà sensibilisées à l'encouragement précoce même si nous ne sommes pas toujours conscientes de ce concept. Nous le pratiquons déjà d'une certaine manière au quotidien de par les compétences acquises grâce à notre formation et de par les attentes étatiques signifiées dans les contrats de prestations.

Madame Barras ne voit pas le développement des structures d'accueil pré-scolaires comme une diminution du rôle parental. Elle pense même qu'elles peuvent être un véritable soutien pour certaines familles vivant une situation de précarité sociale et dépourvues de repères. Au contraire dans ces cas-là, il s'agira justement de redonner confiance aux parents dans le but de renforcer leur rôle parental. Pour ce qui est des milieux plus favorisés, le rôle desdites structures se résumera plutôt à prendre soin de leurs enfants quand ils travaillent selon elle. Elle est confiante en l'avenir car même si les structures d'accueil seront de plus en plus confrontées à des difficultés liées à des groupes d'enfants très hétérogènes ayant des besoins bien spécifiques, le bon niveau de formation des professionnels favorisera leur intégration. De son côté, le directeur de Caritas Valais est plutôt d'avis que quelque soit le milieu économique des parents, ces derniers comptent plutôt sur un service de placement que sur un appui pédagogique et éducatif.

Comme Madame Barras, il estime que l'offre et les horaires ne sont pas encore suffisants pour vraiment soulager les parents. De plus, ils estiment tous les deux que les tarifs pratiqués peuvent être un frein pour certaines familles. En l'état actuel, ce directeur est plutôt sceptique quant à l'impact du développement des structures d'accueil sur la réduction des inégalités sociales.

Comme arguments au développement de ces structures, la responsable de structure avance que cela permettrait aux femmes d'avoir d'avantage accès au monde du travail et de travailler sereinement tout en sachant que son enfant est bien accompagné par des professionnels. Elle affirme aussi que ces structures sont déjà suffisamment dotées en termes infrastructures, de matériel et en professionnels qualifiés pour pratiquer l'encouragement précoce.

3.2 Analyse détaillée des résultats des entretiens & liens théoriques

Grâce aux synthèses ci-dessus des résultats liés aux cinq grands thèmes, j'ai pu obtenir une vision à la fois globale et précise des apports de la recherche sur le terrain. Cela m'a ainsi permis ensuite de cibler lesdites données les plus importantes et significatives pour les analyser puis pour les confronter à mes concepts et autres apports théoriques. Concrètement, j'ai choisi d'approfondir une problématique pertinente pour les thématiques de la famille et de la pauvreté. Étant donné la proximité conceptuelle entre la mobilité sociale et de l'égalité des chances puis des résultats obtenus sur le terrain qui de manière conséquente se croisent, j'ai choisi de les mettre en lien pour la présente partie. Pour terminer avec l'item de l'encouragement précoce, j'ai repris les principaux points de convergences et de divergences quant à leurs visions de l'utilité et de l'efficacité de ce concept, de sa mise en pratique également dans le cadre des structures d'accueil préscolaires et des populations bénéficiaires. Puis, j'ai confronté ces points de vue en approfondissant leurs thématiques à la lecture d'un rapport exhaustif de la Commission fédérale pour les questions de migration et à l'aide du « PEC » de notre formation ES.

3.2.1 Analyse de l'item de la famille

Pour débiter, j'ai retenu dans le cadre de l'item de la famille comme principal changement sociétal y relatif l'augmentation significative des pourcentages d'activité pour les deux parents. En effet, la femme n'a bien souvent plus la même place qu'autrefois au sein de la famille. Surtout pour des raisons économiques mais également par choix personnel, pour son équilibre de vie. Quoi qu'il en soit, le constat est posé par les professionnels interrogés que les parents ont de ce fait moins de temps et d'énergie à consacrer à l'éducation de leurs enfants.

Vis à vis de ce constat, Germain Duclos³⁶, psychoéducateur, orthopédagogue et universitaire, voit effectivement que dans la majorité des familles, les deux parents travaillent à des taux très importants voire à plein temps pour ce qui est des pays occidentaux. Pour lui, si les deux parents occupent un emploi, c'est plus une question d'obligation économique que par choix. Ces parents doivent gérer les nombreuses responsabilités professionnelles, éducatives, ménagères sans parler des hobbies et autres activités. Il cite une étude américaine qui affirme que jamais encore les parents et leurs enfants n'avaient eu aussi peu de temps à partager en commun. Pour ce spécialiste des questions familiales, le manque de temps et d'énergie à offrir aux enfants est un problème sérieux qui diminue fortement la propension des parents à dispenser leur rôle éducatif.

³⁶DUCLOS, Germain. *L'estime de soi, un passeport pour la vie*. Edition. Canada: Editions de l'Hôpital Sainte-Justine, 2004. 241p.

Étant donné que la plupart sont conscients de ce phénomène, ces derniers se sentent coupables et tentent à combler ces lacunes par exemple à travers des biens matériels.

D'autres parents ont tendance à vouloir trop tôt les rendre autonomes. Il relève également une certaine ambivalence au niveau de la discipline car les parents n'ont parfois ni l'envie ni le courage de gérer cet aspect de l'éducation.

En effet, s'il leur reste qu'une heure à passer avec leur enfant le soir, ils préféreront que ce moment soit agréable et éviteront de le confronter à des règles, limites, frustrations. Germain Duclos pense que cela peut affecter l'estime de soi de l'enfant car il peut ressentir qu'il n'a pas assez d'importance aux yeux des parents pour que ceux-ci lui consacre du temps.

Cette réalité sociétale éloigne les enfants de leurs parents. Pourtant, les enfants ont besoin de leur présence rassurante, d'avoir confiance en eux. Il appelle la conséquence de cette situation la « négligence affective ». Et cette négligence n'est pas caractéristique des milieux défavorisés. Il y a beaucoup d'enfants de parents aisés pour qui passer du temps avec leurs parents n'est pas une évidence et ils en souffrent. Selon lui, réaliser ses ambitions personnelles et créer en parallèle un cadre propice à l'éducation des enfants est le grand défi parental actuel. Cela passera par le fait de miser sur les compétences parentales. « Si on mine la confiance des parents, on affecte en même temps celle des enfants. L'une des bases de l'éducation est justement le sentiment de sécurité et de confiance que l'enfant ressent. »

3.2.2 Analyse de l'item de la pauvreté

Concernant le sujet de la pauvreté, j'ai choisi de revenir sur une réflexion du directeur de Caritas Valais qui dit que la pauvreté pourrait se retrouver dans le cadre d'une famille qui, faute de moyens financiers, ne peut accéder aux activités sociales qui sont des facteurs intégratifs.

Pour développer ce sujet, j'ai pris connaissance de la « Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté »³⁷. A cet effet, il y est stipulé que la pauvreté a une influence encore plus marquée chez l'enfant. Elle nuit donc à sa santé, à sa vie sociale, à son bien-être psychique ainsi qu'à son développement intellectuel. Durant son enfance, il est moins stimulé et soutenu que ses pairs issus de milieux plus favorisés. Dans ce sens, les enfants socialement défavorisés bénéficient de moins d'activités de loisirs qui sont des facteurs fondamentaux à l'intégration et à l'épanouissement. En effet, les loisirs, s'ils sont bien organisés, constituent une source de stimulation favorable à leur développement intellectuel, physique, psychique et s'avère être également un facteur d'intégration sociale selon le rapport précité du Conseil fédéral. L'exclusion des enfants pauvres des activités associatives y est vu par ce rapport comme un obstacle dans la conservation et la création de contacts sociaux.

Un autre exemple interpellant que le directeur de Caritas Valais avait lui même cité se retrouve dans le présent rapport : « le fait que l'invitation à un anniversaire constitue un problème en raison des coûts occasionnés par l'achat du cadeau. De la sorte, les enfants pauvres sont d'une certaine façon exclus (partiellement) de la « culture enfantine ». Ce rapport va même, en se basant sur une étude, jusqu'à affirmer que la fréquentation d'activités de loisirs bien organisées aurait un effet bénéfique sur les performances scolaires des enfants provenant de milieux dont les parents ont un faible niveau de formation.

³⁷CONFEDERATION SUISSE. Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté[en ligne]. 2006-2010. Adresse URL :<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/19891.pdf> (consultée le 21 avril 2014)

D'autre part, des études signalent que le potentiel d'apprentissage est tout particulièrement élevé durant la petite enfance. C'est ce que l'on appelle la phase critique du développement de l'enfant et son optimisation passe par un apprentissage informel et autodidacte sollicitant tous les sens de l'enfant et se déroulant dans un cadre de vie naturel.

Étant donné notamment selon ce même rapport qu'à l'âge de quatre ou cinq ans déjà des écarts d'apprentissage entre des enfants issus de milieux cultivés et ceux instruits se forment et seront par la suite extrêmement difficiles à combler, il est important que l'État, entre autres à travers les structures de l'enfance, puisse offrir à tous les enfants et dès le plus jeune âge la possibilité de jouir d'activités sociales divertissantes et épanouissantes.

3.2.3 Analyse des items de la mobilité sociale et de l'égalité des chances

Pour ce qui est des registres de la mobilité sociale et de l'égalité des chances, tous mes interlocuteurs sont d'avis que le système de formation en vigueur devrait être l'élément primordial dans le lequel est pensé l'égalité des chances et qui sera à même ensuite de favoriser la mobilité sociale des enfants de milieux peu favorisés. Cependant, la mobilité sociale n'est pas forcément l'objectif en soi du parcours scolaire et professionnel pour tout le monde. C'est à dire qu'il peut être plus important de pratiquer un métier permettant de vivre de manière indépendante que de forcément dépasser le niveau social de ses parents. Quoi qu'il en soit, une bonne intégration sociale passe par un niveau de formation suffisant aux yeux de toutes les personnes interviewées.

Comme mentionné sous le concept de la mobilité sociale, les dernières études PISA démontrent toujours une corrélation entre réussite scolaire et milieu socioculturel de l'enfant. Nous apprenons également que notre pays, notamment en rapport à d'autres nations de niveau économique comparable, à un écart significatif entre les résultats scolaires des enfants de milieux favorisés et peu favorisés. Pour réduire ces écarts qui reflètent déjà un retard pour les enfants concernés, donc un frein à leur future mobilité sociale, il est primordial pour une des spécialistes d'agir en amont de la scolarité obligatoire. Elle plaide donc de manière catégorique en faveur du développement de l'encouragement précoce.

Dans le même sens, nous retrouvons l'OCDE et ses analyses³⁸ qui conduisent à penser que l'impact des politiques publiques et le cadre institutionnel ne sont pas les uniques facteurs agissant sur la mobilité sociale mais qu'ils expliquent des différences de mobilité d'un pays à l'autre et notamment l'accès à l'éducation. D'ailleurs, un nombre croissant d'études économiques et pédagogiques démontrent de l'impact des mesures d'intervention précoce et d'éducation de la petite enfance sur le développement des compétences cognitives tout au long de la vie. Pour l'OCDE, l'inscription obligatoire dans des services d'accueil et d'éducation de qualité serait à même d'optimiser la mobilité sociale : « De nouvelles données empiriques internationales montrent qu'une augmentation des inscriptions dans ses services (garderies et structures pré-scolaires) et un accroissement des dépenses qui leurs sont consacrées se traduisent par une diminution de l'influence du milieu socio-économique sur les résultats des élèves dans le secondaire. » Comme autre facteur étatique pouvant favoriser la mobilité sociale, l'OCDE cite le fait de retarder l'échéance de l'orientation et du groupement des élèves en fonction de leurs aptitudes. « L'influence du milieu socio-économique sur les résultats scolaires dans le secondaire tend à être relativement plus élevée dans les pays où l'orientation et/ou le groupement en fonction des aptitudes au sein des établissements ont lieu à un stade plus précoce. »

³⁸OCDE. *Une affaire de famille : la mobilité sociale intergénérationnelle dans les pays de l'OCDE* [en ligne]. 2010. Adresse URL : <http://www.oecd.org/fr/eco/finances-publiques/45002669.pdf> (consultée le 18 juin 2014)

La mise en exergue de l'impact négatif du phénomène de la « sélection et de l'orientation précoce » sur la mobilité sociale des enfants de milieux peu favorisés avait déjà été effectuée par ma personne au sein de la partie conceptuelle.

De surcroît, toutes les personnes interrogées rejoignent cette vision : « un enfant ayant un fort potentiel mais n'ayant pas été stimulé suffisamment tôt pourra très vite se voir fermer l'accès aux plus hautes études. La sélection s'opérant très rapidement dans le parcours scolaire et dans la vie de l'enfant. » D'autre part et tout comme il a été relevé par certains de mes interlocuteurs, l'OCDE est arrivée à la conclusion que renforcer la mixité sociale dans les différents établissements scolaires et de formation permettrait d'améliorer les résultats des élèves de milieux peu favorisés sans impact négatif sur ceux des autres. Cela agirait donc positivement sur la mobilité sociale.

Comme dernier exemple de facteur positif sur la mobilité sociale également cité dans ma recherche sur le terrain, l'OCDE met en avant la création d'un véritable système de prêts et d'aide aux étudiants. Selon elle, les capacités financières limitées de certaines familles empêchent leurs jeunes doués d'avancer dans la formation supérieure et cela entrave donc la mobilité sociale ascendante.

3.2.4 Analyse de l'item de l'encouragement précoce

Pour cette dernière partie concernant le thème de l'encouragement précoce et comme indiqué dans la synthèse correspondante, j'ai relevé principalement de la recherche sur le terrain les points suivants. L'idée que l'éducation précoce relève de toutes les mesures mises en place pour favoriser le développement de l'enfant et le soutien aux parents dans cet objectif fait presque l'unanimité dans leur conception théorique.

Le but ultime étant de favoriser l'égalité des chances avant l'entrée à l'école. Il y ressort qu'elle ne se déroule pas uniquement dans les structures d'accueil pré-scolaires et les parents ne doivent pas être des acteurs relayés à un second rôle. Pourtant, les différentes personnes interviewées émettent des divergences quant aux populations bénéficiaires de ces actions ainsi que sur la plus-value de ces dernières. Les activités pédaéo-éducatives seraient utiles uniquement aux enfants issus de la migration ou de milieux peu favorisés. Pour les milieux favorisés et en rapport à leurs attentes, les structures d'accueil de l'enfance auraient plutôt comme rôle de garder leurs enfants en toute sécurité et une des personnes interviewées pense que cela est valable qu'elle que soit le milieu social. D'ailleurs cette dernière doute de l'impact des structures d'accueil pré-scolaires et de leurs programmes éducatifs sur l'égalité des chances. D'un autre côté, la responsable de structure estime que les unités d'accueil pré-scolaires possèdent un encadrement qui met déjà en pratique les préceptes de l'encouragement précoce.

Afin de réfléchir, d'approfondir et parfois de tenter de répondre à toutes les allégations, interrogations et doutes ressortant ci-dessus, j'ai repris l'ouvrage « Développement précoce »³⁹ de Mathilde Schulte-Haller, commandé par la Commission fédérale pour les questions de migration. Selon Mathilde Schulte-Haller, la promotion de la petite enfance est une démarche fondamentale dans l'amélioration de l'égalité des chances. Celle-ci ne doit ainsi pas être réservée à un seul protagoniste mais être le résultat de la coordination de différents partenaires. En effet, les parents restent la principale source d'influence sur le développement des enfants. « Ils sont les véritables experts de l'éducation et de la promotion de leurs enfants. »

³⁹SCHULTE-HALLER, Mathilde, COMMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Développement précoce* [en ligne]. 2009. Adresse URL : http://www.ekm.admin.ch/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 3 décembre 2014)

L'encouragement précoce peut, à travers des programmes de soutien spécifiques (services de conseil mères-pères, formation pour les parents, programme de visite à domicile, services de santé, etc), aider les parents qui en ont besoin à construire un environnement favorable pour l'apprentissage de leurs enfants. Les « groupes cibles » de cette approche éducative sont les familles présentant ou cumulant un ou plusieurs aspects suivants : niveau de formation des parents très bas ou inexistant, soutien des parents insuffisant, développement linguistique insuffisant, pauvreté, difficultés familiales, etc. D'ailleurs, il ressort que les enfants issus de milieux peu formés et/ou de la migration profitent plus que les autres de l'encouragement précoce.

D'ailleurs, il est prouvé qu'ils sont mieux préparés d'une manière générale à l'entrée en scolarité que les enfants de même condition n'ayant pas suivi de telles mesures. Le développement précoce est ainsi capable de contrebalancer les possibles conséquences d'inégalité sociales liées à l'environnement familial. Mais surtout, il est aussi prouvé par des études scientifiques qu'il est favorable à tous les enfants, quel que soit leur milieu, pour ce qui est de la réussite de l'entrée à l'école et du reste de leur scolarité et même du développement de leur résilience. Quant à l'éventualité de proposer des offres d'encouragement précoce spécifiques aux enfants socialement défavorisés d'origine suisse ou issus de la migration, des études scientifiques et la pratique démontrent que les programmes privilégiant la mixité sociale et ethnique sont bénéfiques en terme d'apprentissage et d'expérience quel que soit le milieu d'origine.

Pour récapituler et toujours selon le rapport de Mathilde Schulte-Haller, l'encouragement précoce est capable de promouvoir les aptitudes motrices, linguistiques, sociales et cognitives de l'enfant. Par ces biais, « il contribue à l'égalité des chances des enfants quant au domaine de la formation. Aussi, il soutient les parents et les personnes en charge de l'éducation en vue de créer un environnement favorable au bon développement de leurs enfants, et soutient le développement et le renforcement de la résilience des enfants. »

En croisant les lignes directrices juste ci-dessus qui sont l'essence de l'encouragement précoces au « PEC » de l'éducatrice de l'enfance ES, force est de remarquer, également suite aux dires de la responsable d'accueil qui affirme que nous pratiquons déjà d'une certaine manière l'encouragement précoce, que nombres de valeurs, compétences et objectifs convergent. Dans le champ professionnel et contexte y défini, il est mentionné que l'éducatrice de l'enfance (EDE)⁴⁰ développe un accueil individualisé dans une situation de groupe. La prise en charge est spécifique et complémentaire à l'apport du contexte familial et à celui du contexte scolaire et propose des opportunités spécifiques d'apprentissage et d'expériences. L'encadrement est en relation régulière avec les autres contextes de vie de l'enfant dont le milieu familial et celui scolaire. Les objectifs sont le bien-être global, le développement individuel, l'intégration, la socialisation et la protection des enfants. L'EDE, par son suivi, est attentive aux phases de transition comme l'adaptation de l'enfant, la scolarisation et la gestion de toute situation quotidienne toujours en partenariat avec les parents et les autres personnes de référence et tient compte de leurs attentes et demandes. Outre de collaborer avec les réseaux externes, elle doit donc collaborer avec les familles et doit être à même de soutenir la parentalité.

⁴⁰SPAS. ORTRAS. *Plan d'études cadres PEC-Educateur (trice) de l'enfance ES*. Berne, 2007. p.4-7

En aval de l'observation et de la documentation de l'évolution et des apprentissages de l'enfant, l'EDE doit aussi être capable de définir un projet pédagogique propre à chaque enfant et au groupe et de le concrétiser.

Son action se déroule ainsi au sein d'un système socio-éducatif global et l'EDE se doit de savoir faire face aux questions philosophiques, éthiques et sociales que l'éducation d'un enfant requiert tout en sachant prendre une posture réflexive lui permettant d'ajuster constamment son approche vis à vis des diverses circonstances et particularités des situations qu'elle rencontre.

3.3 Réflexions et positionnement personnels vis-à-vis de la recherche

Après avoir effectué ce travail de recherche et synthétisé les résultats mis en évidence, qu'il y a-t-il, à présent, à retenir de ce mémoire ? C'est ce que décrit ma conclusion ci-dessous.

Pour débiter, il m'a été intéressant d'avoir pu amener des réponses tout au long de ce mémoire à ma question de départ qui était : « *Dans quelles mesures les structures d'accueil pré-scolaires peuvent-elles optimiser le potentiel des enfants issus de milieux socio-économiques peu favorisés dans l'optique de leur redonner un maximum de chance pour une réussite scolaire et sociale ?* ».

En effet, mon postulat initial affirmant que de nos jours les deux parents travaillent souvent à des taux élevés et ont de ce fait généralement moins de temps et d'énergie à consacrer à l'éducation de leurs enfants a été confirmé à la fois par la recherche sur le terrain et les apports théoriques. De surcroît, il a été relevé également que les enfants de milieux socio-économiques peu favorisés bénéficient de moins de soutien éducatif et de stimulations. De plus, les enfants issus de famille souffrant de précarité sociale et économique sont souvent exclus des activités auxquelles participent leurs pairs. Sans compter le fait de se retrouver déjà isolés à un tout jeune âge, ils ne profiteront que dans une moindre mesure des effets bénéfiques des activités de loisirs qui sont sources de stimulations et favorables au développement cognitif, physique, psychique et social bien évidemment.

En réaction à ces réalités, toutes les études, anciennes et récentes, étrangères et suisses, convergent dans le sens où les enfants de milieux peu favorisés ont des résultats scolaires moins élevés que les autres. De plus, l'écart entre les deux catégories est encore plus marqué en Suisse que dans la plupart des autres pays économiquement comparables. D'ailleurs, il est prouvé qu'un enfant ayant un fort potentiel mais n'ayant été stimulé suffisamment tôt pourra très vite se voir fermer l'accès à des études de niveau supérieur. Aussi, des études ressortent que la mixité sociale améliore les résultats des élèves de familles peu favorisées sans nuire à ceux des autres.

Tous ces constats m'amènent à affirmer que les structures d'accueil pré-scolaires ont un réel rôle à jouer dans la réduction des inégalités sociales et que notre mission ne se réduit pas et ne doit pas se réduire à « garder » des enfants en toute sécurité. Par le biais de la partie suivante, je vais ainsi illustrer de manière conséquente comment je puis maintenant être en mesure de confirmer la réponse positive à ma question de départ. En effet et dans ce sens, je suis très satisfaite d'avoir pu rapidement découvrir dans le cadre de l'élaboration de ce travail le concept de l'« encouragement précoce ».

Même s'il n'est encore qu'à ses prémices dans notre pays, il est déjà démontré qu'il est efficace. « Les résultats des différentes études⁴¹ relèvent que la famille est le principal acteur d'influence du développement de l'enfant mais que les enfants qui font usage des offres d'accueil extra-familial à l'âge pré-scolaire sont avantagés dans leur développement social, émotionnel et cognitif lors de leur entrée à l'école par rapport aux enfants qui ont grandi uniquement au sein de leur famille. Cela vaut en particulier pour les enfants issus de familles socialement défavorisées et de familles de langue étrangère. »

La mise en œuvre de l'encouragement précoce contribue donc à l'égalité des chances lors de l'entrée en scolarité. Pour que l'action des structures d'accueil pré-scolaires soit réellement efficiente en ce sens, il est requis, toujours selon ces études, à la fois un coefficient d'encadrement optimal et du personnel qualifié. De plus, il faut que ces structures basent leur encadrement sur des objectifs clairement définis et spécifiques quant au développement de l'enfant.

D'un point de vue pédagogique, selon le « Guide pour un encouragement précoce réussi » Madame Heidi Simoni, psychologue spécialiste de l'enfance, cite les objectifs que doit viser l'encouragement précoce⁴² : soutenir l'inclusion, permettre la participation, gérer la diversité, mettre en place des ponts et des conditions de soutien, identifier les tâches qui incombent aux familles, aux institutions, à la commune dans le domaine du bien-être des enfants et de la réussite de leur développement. En outre, toujours selon le même rapport, les pédagogues Siraj-Blatchford et Moriarty estiment que l'encouragement précoce doit, pour être efficace, « intégrer et s'appuyer sur les connaissances et compétences déjà acquises par les enfants, conduire à la mise en place de concepts centraux allant de pair avec l'acquisition future d'informations et de connaissances, soutenir le développement de compétences méta-cognitives afin que les enfants apprennent à identifier et à résoudre leurs difficultés.

Vu ce qui précède, je suis en mesure d'affirmer que notre niveau de formation nous permet de mettre en pratique les exigences requises précitées. La majorité des différentes compétences théoriques et pratiques étudiées et travaillées ayant la même finalité et sont ainsi quasi identiques qu'il s'agisse du bon déroulement de l'encouragement précoce ou de celui de notre mission d'accueil. D'ailleurs, outre un des spécialistes interviewés qui était septique, les deux autres personnes étaient d'avis que nous le faisons déjà. Néanmoins, je relève à nouveau les points suivants pour que les structures d'accueil pré-scolaires puissent véritablement agir sur la réduction des inégalités sociales : tarifs abordables et au prorata du revenu, personnel qualifié et suffisant en nombre, horaires adaptés, concepts pédagogiques détaillés et assimilés avec objectifs sur le terrain en lien et personnel motivé.

⁴¹SCHULTE-HALLER, Mathilde, COMMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Développement précoce* [en ligne]. 2009. Adresse URL : http://www.ekm.admin.ch/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 3 décembre 2014)

⁴²COMMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Guide pour un encouragement précoce réussi* [en ligne]. 2012. Adresse URL : edudoc.ch/record/105408/files/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 18 mai 2014)

3.4 Limites de la recherche

Durant la mise en place de ce présent travail, certaines difficultés me sont apparues à différents niveaux. En effet, très rapidement lors de l'élaboration des concepts théoriques, il m'a fallu bien réfléchir sur la place qu'allait prendre celui de l'encouragement précoce qui était un sujet à la fois névralgique pour le développement de ma recherche mais qui pouvait déjà se profiler comme une éventuelle réponse à mon questionnement initial. Il me fallait également trouver comment l'intégrer de la manière la plus pertinente d'un point de vue formel. Sans compter sur le manque d'uniformité de son essence et sur l'aspect récent dudit concept quant à son application.

En ce qui concerne la recherche sur le terrain, un des spécialistes approchés a dû reporter l'entretien. Ce qui a eu pour effet de revoir complètement mon échéancier. Aussi, une de ces trois personnes interrogées ne connaissait finalement pas le concept de l'encouragement précoce qui comme déjà mentionné était un élément clé de ce travail. Lors du dépouillement des réponses au questionnaire, il ne fut pas évident, malgré une certaine maîtrise des concepts de l'égalité des chances et de la mobilité sociale, de bien les situer car souvent ils s'entremêlent. Le premier pouvant être le moteur du second.

3.5 Perspectives et pistes d'action professionnelle

A travers cette recherche, j'ai réalisé l'importance que tous les enfants puissent bénéficier de la part des adultes de l'attention et des stimulations nécessaires à leur bon développement cognitif et à leur épanouissement personnel. Ceci, afin que chaque enfant puisse optimiser son potentiel et débiter sa scolarité dans les meilleures conditions et de la manière la plus équitable possible. En effet, tous les enfants, comme le dit si bien Meirieu⁴³, viennent au monde complètement démunis et riche d'une infinité de potentialité. Cependant, ils n'auront pas tous les capacités pour accéder aux études supérieures. Mais est-ce que viser toujours plus haut et élever la compétition sociale par le biais des études au rang de norme avec son lot d'exigences et d'individualisme est-il facteur de bien-être personnel et social ? Dans l'absolu, en appliquant ce principe « d'éducabilité » à son paroxysme, un jeune n'ayant pas terminé son parcours avec au minimum un diplôme du tertiaire serait ainsi vu comme peu travailleur et responsable de son échec. La société l'ayant stimulé au maximum pour qu'il « réussisse », c'est lui qui aura manqué de volonté. C'est là que se confondent stimulations et pressions. Je retiens donc qu'il faut saisir la bonne nuance entre la « liberté et l'éducabilité ».

De son côté, le principe de « liberté » serait de laisser les enfants choisir eux-mêmes ce qu'ils souhaitent apprendre et ne leur proposer uniquement des apprentissages qu'ils maîtrisent déjà, en étant soumis à leurs besoins primaires et matériels. Dans ce contexte privés d'exigences et de volonté, ils ne pourraient pas s'élever et s'éveiller de manière suffisante pour qu'ils puissent entreprendre le parcours adapté à leur potentiel initial et à leurs intérêts.

⁴³MEIRIEU, Philippe. *Lettre aux grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui*. France : Rue du monde, 2009. p.25 -312

Pour conclure cet item, il me paraît important de revenir à l'essence de ma question de départ et d'y apporter quelques pistes d'actions professionnelles. Estimant qu'aucun enfant ne devrait être privé du « savoir », je pense qu'il est important d'utiliser chaque situation comme support d'apprentissage tout en restant ludique. Par exemple, accompagné d'un adulte bienveillant et sachant éveiller la curiosité d'autrui, une sortie perçue comme une simple promenade quotidienne peut devenir une expédition riche en expériences et en découvertes. L'enfant peut ainsi appréhender le monde qui l'entoure en observant la nature mais aussi développer sa motricité globale et fine grâce à des activités physiques. D'autre part, j'estime également que tous les enfants devraient pouvoir bénéficier régulièrement de lectures de la part de leurs parents. Outre ce moment parent-enfant privilégié, l'enfant vit un moment sécurisant et divertissant lors duquel il peut développer son imagination et son vocabulaire. Sachant que tous n'y ont malheureusement pas accès et donc pour favoriser l'égalité des chances, je vois à travers cette réalité un exemple parfait d'une action concrète d'« encouragement précoce ».

3.6 Remarques finales

Bien que je ne considère pas ce travail comme une recherche scientifique à proprement dite, je suis réellement satisfaite d'avoir réussi à l'élaborer en respectant les directives méthodologiques demandées, en répondant à ma question de départ mais surtout et notamment en ayant su intégrer le concept de l'encouragement précoce non seulement pour ladite réponse mais aussi d'une manière à être utile à tout professionnel sensible à ses possibilités. En effet, il me tenait à cœur de présenter l'encouragement précoce également en parallèle à ma recherche directe pour en faire une synthèse utile et la plus complète possible. En tant que future éducatrice de l'enfance et de ce fait travailleuse sociale, je suis sensible à l'égalité des chances. Forte de ces apports théoriques et convaincue par leur efficacité si mis en pratique dans les conditions requises, je serai ainsi plus attentive et à même de mener à bien ma responsabilité principale qui est de favoriser le bon développement de tous les enfants. Finalement, le fait d'avoir accompli ce travail de longue haleine a renforcé ma confiance en moi et mon endurance mais au préalable m'avait obligé à être rigoureuse sur plusieurs degrés: planification, recherches bibliographiques, régularité à l'ouvrage, conceptualisation et rédaction. Il est évident que la réalisation de ce processus et ses nombreux impacts me seront très utiles pour mon avenir professionnel.

4. Bibliographie

Monographie et documents

BOUDON, Raymond, BESNARD, Philippe, CHERKAoui, Mohamed. Socialisation. In : *Dictionnaire de sociologie*. Larousse. Paris : France Loisirs, 1998. 279 p.

DUCLOS, Germain. *L'estime de soi, un passeport pour la vie*. Edition. Canada: Editions de l'Hôpital Sainte-Justine, 2004. 241p.

MEIRIEU, Philippe. *Lettre aux grandes personnes sur les enfants d'aujourd'hui*. France : Rue du monde, 2009. 312 p.

SPAS. ORTRAS. *Plan d'études cadres PEC-Educateur (trice) de l'enfance ES*. Berne, 2007. 35 p.

OSEO VALAIS. Projet migration. *Egalité des chances dès l'enfance*. Sion : 2013.15 p.

Sites Internet

ACTUALITE OFS. La pauvreté en Suisse. *La pauvreté monétaire de la population résidente de la Suisse de 2008 à 2010* [en ligne]. 2012. Adresse URL : www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/.../publikationen.Document.154368.pdf (consultée le 20 mars 2014)

BOUCHER, Normand. In : *Index international et dictionnaire de la réadaptation et de l'intégration sociale*. [en ligne]. 2003. Adresse URL : <http://www.med.univ-rennes1.fr/iidris/index.php?action=contexte&num=2032&mode=mu&lg=fr> (consultée le 20 mars 2014)

CARITAS. *Des chances égales contre la pauvreté-Une analyse de l'encouragement précoce dans les cantons*[en ligne]. 2013. Adresse URL : http://www.caritas.ch/fileadmin/media/caritas/Dokumente/Positionspapier/Caritas_Monitoring_Pau%C3%A9_2013_FR.pdf (consultée le 10 avril 2014)

CARITAS. La pauvreté touche les enfant. *Planète solidaire* [en ligne]. 2014, vol. 11, no 4, p. 1-2. Adresse URL : www.caritas-pauvrete.ch/.../La_pauvrete_touche_les_enfants.pdf (consultée le 20 mars 2014)

CARITAS. *Réduisons de moitié la pauvreté* [en ligne]. 2014. Adresse URL: <http://www.caritas-pauvrete.ch/> (consultée le 20 mars 2014)

COMMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Guide pour un encouragement précoce réussi* [en ligne]. 2012. Adresse URL : edudoc.ch/record/105408/files/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 18 mai 2014)

COMMISSION FEDERALE DE COORDINATION POUR LES QUESTIONS FAMILIALES. *Familles-Education-Formation*[en ligne]. 2008. Adresse URL : https://www2.unine.ch/files/content/sites/sfm/files/nouvelles%20publications/COFF_Publi_f_08.pdf (consultée le 20 juin 2014)

COMMISSION SUISSE POUR L 'UNESCO. *Education de la petite enfance en Suisse*. [en ligne]. 2009. Adresse URL <http://www.fruehkindliche-bildung.ch/fr/glossaire.html>: (consultée le 21 avril 2014)

CONFEDERATION SUISSE. Stratégie globale de la Suisse en matière de lutte contre la pauvreté[en ligne]. 2006-2010. Adresse URL :<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/19891.pdf> (consultée le 21 avril 2014)

DR. EBERSOLD, Bernd. *Primokiz réseau local d'encouragement précoce* [en ligne]. 2013. Adresse URL :http://jacobsfoundation.org/wpcontent/uploads/2013/02/JF_brochurePrimokiz.pdf. (consultée le 5 février 2014)

Famille. In : Encyclopédie Larousse [en ligne]. 2008. Adresse URL : <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divjers/famille/51139>. (consultée le 20 mars 2014)

FUENTES, Andres. Editions OCDE. *Améliorer les résultats de l'enseignement en Suisse*[en ligne]. 2011. Adresse URL :http://www.oecd-ilibrary.org/economics/ameliorer-les-resultats-de-l-enseignement-en-suisse_5kgj3l0r2g26-fr (consultée le 20 mai 2014)

MIGRATION. *Développement précoce* [en ligne]. 2009. Adresse URL : http://www.ekm.admin.ch/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 3 décembre 2014)

MURDOCK, G.P. *Sociologie de la famille*. In Soziologie [en ligne]. 2006. Adresse URL :<http://soziologie.ch/aesge/fami.pdf> (consultée le 10 février 2014)

OBSERVATOIRE DES INEGALITES. *Egalité des chances ou égalité tout court*. [en ligne]. 6 avril 2010. Adresse URL :http://www.inegalites.fr/spip.php?page=analyse&id_article=504&id_rubrique=110&id_mot=28 (consultée le 20 mai 2014)

OCDE. *Principaux résultats de l'enquête Pisa* [en ligne]. 2012. Adresse URL :<http://www.oecd.org/pisa/keyfindings/pisa-2012-results-overview-FR.pdf> (consultée le 20 juin 2014)

OCDE. *Une affaire de famille : la mobilité sociale intergénérationnelle dans les pays de l'OCDE* [en ligne]. 2010. Adresse URL :<http://www.oecd.org/fr/eco/finances-publiques/45002669.pdf> (consultée le 18 juin 2014)

OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. *Concilier travail et famille* [en ligne]. 2014. Adresse URL :http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/regionen/thematische_karten/gleichstellungsatlas/vereinbarkeit_von_familie_und_erwerbsarbeit.html. (consultée le 20 mars 2014)

OFFICE FEDERALE DE LA STATISTIQUE. *Dossiers de l'aide sociale, bénéficiaires de l'aide sociale et taux d'aide sociale par canton pour la période 2005-2013*[en ligne]. 2013. Adresse URL : <http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/13/03/03/dos/04.html> (consultée le 20 mars 2014)

OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. Provenance des étudiants-e-s des hautes écoles suisses [en ligne]. 2014. Adresse URL :<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/news/publikationen.html?publicationID=5576> (consultée le 2 juin 2014)

OFFICE FEDERAL DE LA STATISTIQUE. *Les woorking poor en Suisse* [en ligne]. 2003. Adresse URL:www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/publikationskatalog.Document.49701.pdf (consultée le 20 mars 2014)

PAYSAGE EDUCATIF. *Qui est responsable de l'éducation de nos enfants* [en ligne]. 2013. Adresse URL : <http://paysages-educatifs.ch/brochur> (consultée, le 20 mars 2014)

RESEAU SUISSE D'ACCUEIL EXTRAFAMILIAL. *Encouragement précoce-qu'est-ce que c'est? Une explication*. [en ligne]. 2013. Adresse URL : <http://upload.sitessystem.ch/B2DBB48B7E/6DB445865A/78F69C375C.pdf> (consultée le 1 avril 2014)

SCHULTE-HALLER, Mathilde. COMISSION FEDERALE POUR LES QUESTIONS DE MIGRATION. *Développement précoce* [en ligne]. 2009. Adresse URL : http://www.ekm.admin.ch/dam/data/ekm/dokumentation/materialien/mat_fruehfoerderung_f.pdf (consultée le 3 décembre 2014)

Table des annexes

Annexe 1

- Guide pour la recherche sur le terrain

Annexe 2

- Extrait de l'entretien avec Madame Véronique Barras : Responsable du « Projet Migration »

Annexe 3

- Guide d'analyse des entretiens

Annexe 1

Mémoire ES – éducatrice de l'enfance

Questionnaire pour la recherche sur le terrain :

Thématique :

Développement des structures d'accueil de la petite enfance, entre nécessité économique et égalité des chances.

Question de départ :

Dans quelles mesures les structures d'accueil pré-scolaires peuvent-elles optimiser le potentiel des enfants issus de milieux socio-économiques peu favorisés dans l'optique de leur donner un maximum de chance pour une réussite scolaire et sociale ?

1. Qu'est ce que pour vous une famille peu favorisée en Suisse d'un point de vue socio-économique ?

Relance :

- Selon votre définition, à quelle pourcentage de la société totale s'élèverait la proportion de familles défavorisées ?

2. Selon vous, quels sont les facteurs facilitateurs quant à la mobilité sociale au sein de notre pays ?

Relances :

- A l'inverse, quels pourraient être les freins quant à la mobilité sociale au sein de notre pays ?

- Est-ce que les chances de réussite scolaire, à capacités égales, sont-elles identiques pour tous ?

- Est-ce que vous estimez l'accès aux études supérieures comme accessible de manière équitable à toutes les personnes ayant les capacités ?

- Pensez-vous que la sélection des différentes filières scolaires et professionnelles arrivant tôt dans la vie d'un jeune peut-elle fermer définitivement certaines portes ?

- A votre avis, les enfants de milieux peu favorisés sont-ils autant encouragés par leur famille que les autres à viser les professions les plus estimées ?

3. Comment pourriez-vous expliquer que des études aient relevé des différences de moyennes importantes entre des enfants en début de scolarité provenant de milieux populaires et d'enfants de cadres moyens et supérieurs ? Les seconds ayant les meilleurs résultats.

Relances :

- Pensez-vous que certains enfants en âge pré-scolaire peuvent être défavorisés vis-à-vis de l'attention éducative de leurs parents, tant qualitativement que quantitativement de par la nature de leur travail ou à cause de problèmes sociaux et financiers ?
- Constatez-vous une différence quant au vocabulaire utilisé et à la curiosité d'apprentissage selon le milieu socio-économique de l'enfant ?
- Constatez-vous une différence dans le choix des jeux et des activités de l'enfant selon son milieu socio-économique ?
- Constatez-vous une différence selon le milieu socio-économique de l'enfant quant à sa manière d'interagir avec ses pairs et les professionnels ?

4. Selon vous, développer des structures d'accueil pré-scolaires est-il nécessairement synonyme de diminution du rôle éducatif des parents et des responsabilités en lien ?

Relances :

- Selon vous, les parents peuvent-ils avoir d'une manière générale une vision relative à l'utilité éducative des structures d'accueil pré-scolaires en fonction de leur milieu socio-économique ?
- Est-ce que l'évolution des compositions familiales (familles recomposées, monoparentales, etc) et des éventuelles difficultés sociales et organisationnelles qui peuvent être y associées peuvent trouver des réponses dans le développement des structures d'accueil pré-scolaires ?
- Pensez-vous qu'il y ait un réel besoin ainsi que des attentes dans notre pays de ce type de prise en charge pré-scolaire ?
- Est ce que le besoin se trouverait plus dans le fait d'offrir d'avantage de places d'accueil et encore plus tôt dans la vie de l'enfant pour faciliter l'organisation professionnelle et sociale des parents ?

5. Connaissez-vous le concept de l'encouragement précoce ?

Relances :

- Si oui, depuis combien de temps environ ?
- Pouvez-vous me transmettre brièvement votre définition de l'encouragement précoce ?
- Connaissez-vous l'origine de ce concept ?
- Connaissez-vous l'état de son développement à ce jour dans notre pays ainsi que dans notre canton ? Si oui, avez-vous l'impression que son développement se présente de manière uniforme et homogène dans notre pays ?
- Pensez-vous qu'investir financièrement dans la mise en place de structures à même d'offrir ce type de prise en charge puisse réellement combler le retard de certains enfants n'ayant pas le même soutien éducatif familial par rapport à d'autres ? Donc de réduire des inégalités sociales.
- Pensez-vous que les dotations financières des structures d'accueil pré-scolaire sont à même de mettre en application le projet pédagogique de l'encouragement précoce ? (nombre de places suffisant, prix abordable, horaires adaptés, personnel suffisant, formation du personnel suffisant, aménagement des lieux, matériel éducatif adéquat tant qualitativement que quantitativement)

- Pensez-vous qu'en l'état actuel des prestations de prise en charge éducatives et de l'accès à ces dernières, que les structures d'accueil pré-scolaires proposent déjà un suivi proche de celui de l'encouragement précoce ? Donc peut-être déjà à même de réduire des inégalités sociales ?

Annexe 2

Extrait de l'entretien avec Mme Véronique Barras: Responsable du « Projet Migration »

Connaissez-vous le concept de l'encouragement précoce ?

Un petit peu quand même.

Relances :

Si oui, depuis combien de temps environ ?

Alors officiellement ça fait parti du programme d'intégration fédéral, depuis 2014. C'est seulement à partir de cette année qu'il y a véritablement des lignes de crédit qui sont dégagées pour soutenir des projets dans ce domaine là. Mais, il a fallu plusieurs années de réflexions préalables pour arriver à cela. Il y a eu des projets pilotes. Et puis, ben, nous on sait que cela se prépare et nous on a conceptualisé le projet qui s'appelle égalité des chances dès l'enfance, en 2013. je l'ai élaboré avec un certain nombre de partenaire parce-que ce qui est très important pour moi, je vous l'ai un petit peu dit tout à l'heure c'est la mise en réseau. Jusqu'à présent tout le monde travaillait un peu de manière cloisonnée. Il y a le service de la jeunesse, qui a différents offices, l'office éducatif itinérant, l'office de protection de l'enfance. Après, il y a les CMS, il y a les crèches, il y a des projets privés. Et puis finalement chacun fait son petit truc. Et en fait ici, quand on a conceptualisé ce projet, on a fait un état des lieux et puis on a essayé de voir ce que chacun faisait et ou il y avait des manques. Et nous on est allé créer des offres qui n'existaient pas mais qui vont amplifier l'offre ordinaire si vous voulez. Depuis plusieurs années on collabore régulièrement avec l'office éducatif itinérant, qui intervient à domicile auprès d'enfants qui sont signalés par des pédiatres pour des retards de développement par exemple, donc c'est des enfants de 0 à 4 ans, on a eu parmi nos élèves, parce qu'on organise aussi des cours de français et d'information sociale pour les femmes étrangères. Dans le cadre de ces cours on était quand même à même d'entendre les soucis de ses mamans. On a eu l'occasion d'avoir deux, trois mamans dont les enfants étaient suivis par l'Office éducatif itinérant et puis à l'office éducatif, ils nous disaient à quel point c'était important d'intervenir dans certaines familles ou même si les gens parlaient le français, la communication ne passait pas, parce-que la famille ne comprenait pas les demandes de l'office. Les demandes étaient formulées de manière inaudible pour ces gens. Donc on sait demander comment est-ce que l'on pourrait nous participer à faire en sorte que le travail de l'Office soit meilleur, qu'il porte ses fruits. Donc on a imaginé, donc l'une de nos mesures c'est de former des parents relais dans les communautés. Ces parents relais, on va les former sur deux axes. L'axe école et l'axe éducation préscolaire et ces personnes ressources vont pouvoir fonctionner en duo avec ces personnes de l'Office éducatif itinérant au besoin, lors d'intervention dans certaines familles. Ces personnes formées, quand elles interviennent dans une famille macédonienne par exemple, avec qui la communication est difficile et bien on va trouver les personnes ressources de cette communauté qui vont connaître aussi bien notre système à nous que le leur puisque c'était le sien aussi et qui va accompagner ce professionnel sur place pour faire en quelque sorte une sorte d'interprète

communautaire même si la langue est parlée. C'est ce genre d'offre qu'on a voulu mettre en place, car on se rend compte que pleins d'intervenant malgré toute la bonne volonté, malgré tout leur professionnalisme à partir du moment où il y a cette méconnaissance interculturelle souvent leur réaction se solde par des résultats finalement assez médiocres. Pas toujours hein mais parfois ça coince et donc ça c'est une mesure et les personnes ressources elles vont servir à accompagner les personnes nouvellement arrivées dans notre communauté ou alors les personnes qui sont là depuis un certain nombre d'années mais qui ne sont pas du tout intégrées. Justement pour les accompagner dans tout ce qui est connaissance du système scolaire, aider à remplir les documents des inscriptions des enfants à l'école, accompagner les familles lors de leur rencontre avec les enseignants. Alors ça c'est une mesure. On a une autre mesure, qui est un accompagnement des parents dans les tâches éducatives. Donc là on organise deux fois par année, une fois au printemps, une fois en automne, des sessions de 8 séances, il y a deux accompagnatrices de l'Oseo qui coachent un groupe de 8 parents, c'est ouvert autant aux familles migrantes qu'aux familles Suisses, parce que dans le domaine de l'intégration précoce, je pense qu'il y a un facteur qui est essentiel, qui n'est pas partagé par tous mais qui est celui de la mixité sociale. Je pense que la mixité sociale augmente les chances d'intégration. Le fait de permettre à des enfants socialement défavorisés de côtoyer des enfants socialement favorisés va enrichir et les uns et les autres. L'inverse aussi, par d'autres choses, par la différence culturelle, la découverte d'une langue inconnue, etc. Et donc ces parents vont être accompagnés, durant 8 soirées. C'est un lieu où ils peuvent faire part de leurs soucis. La condition c'est qu'ils aient un ou des enfants qui sont âgés, en âge d'école obligatoire, de 4 à 12 ans et c'est un lieu où ils peuvent dire les difficultés qu'ils rencontrent, les soucis qu'ils ont et puis c'est un lieu aussi où on les amène à réfléchir sur un certain nombre de thèmes, sur le rôle de l'enfant traducteur par exemple, l'usage de l'argent de poche, les marques, les jeux électroniques, internet, l'adolescence, comment vous réagissez si un jour votre fille vous dit qu'elle est tombée amoureuse d'un suisse alors qu'elle est musulmane et somalienne, voilà, ce genre de choses. Et puis la troisième mesure c'est un atelier lecture parent - enfant pour les 0 à 4 ans, avec comme objectif de valoriser la langue et la culture d'origine. Alors pour toutes ces mesures, on a collaboré avec les structures officielles, les structures ordinaires que sont les services de la jeunesse, les services éducatifs itinérants, avec les écoles de la ville de Sion pour l'accompagnement des parents dans les tâches éducatives, par exemple dans les agendas scolaires des élèves de la ville de Sion, il y a une page dans laquelle figure notre offre de prestation. On a collaboré avec la médiathèque pour l'atelier de lecture des parents-enfants, la bibliothèque nous a offert les livres, on a quarante ouvrages pour les tous petits en 25 langues différentes et cette année on a mis ces ateliers à l'ardoise et à partir de 2015 la médiathèque nous laisse une salle deux jeudis par mois pour ces ateliers. Donc c'est vraiment cette idée d'échange de prendre les populations migrantes et les suisses donc en occurrence dans certains ateliers, parce que l'atelier lecture parent-enfant, il est ouvert à tous. On pourrait le faire chez nous, à l'Oseo, mais on s'est dit qu'on allait les emmener là où les livres sont. C'est vraiment, euh, on a imaginé ce projet comme selon un concept transversal, où on crée des liens en proposant des choses qui n'existent pas.

Pouvez-vous me transmettre brièvement votre définition de l'encouragement précoce ?

Moi je pense que la définition de l'encouragement précoce c'est toutes les mesures susceptibles de favoriser, d'accroître l'égalité des chances avant d'entrer à l'école enfantine.

Connaissez-vous l'état de son développement à ce jour dans notre pays ainsi que dans notre canton ? Si oui, avez-vous l'impression que son développement se présente de manière uniforme et homogène dans notre pays ?

Alors je dirais que jusqu'à présent chacun a fait un petit peu en fonction des différentes sensibilités cantonales, je dirais que l'élément positif c'est ce souhait de la confédération, donc l'Office des Migrations, qui pilote en fait toutes les mesures d'intégration en Suisse et eux on définit pour la période 2014-2017 c'est toujours des périodes de 4 ans, un nouveau programme fédéral qui est valable dans les 26 cantons dans un souci d'harmonisation, ils ont défini un certain nombre d'axes prioritaires et l'intégration précoce est l'un de ses axes. Donc, dans tous les cantons, il y a maintenant des fonds confédéraux aux quels vont se rajouter les fonds cantonaux et communaux qui vont soutenir des projets en faveur de l'intégration pré-scolaire et c'est dans ce cadre là que nous avons déposé en fin d'année passée notre projet qui a été soutenu cette année et alors par rapport à cette question précise je pense que enfin, on commence à être sur la bonne route, je salue cette harmonisation au niveau de la confédération. Parce que autrement, en fait, il y a une telle différence culturelle entre les suisses d'un canton à l'autre, des sensibilités très différentes selon si on est urbain ou rural, euh, aujourd'hui on sait qu'il y aura un minimum commun grâce à ce pilotage de la part de la confédération. Avant c'était très hétérogène, ça le sera toujours un petit peu. Mais je dirais qu'il va y avoir un minimum commun. Et c'est dû à l'identité de la Suisse qui est multiple. En valais, il y a une très grande différence en terme de développement des structures d'accueil entre le valais romand et le haut valais. D'ailleurs, la conséquence aujourd'hui, c'est que le haut valais est en train de se dépeupler car les femmes n'ont pas d'endroit pour mettre les enfants, moi j'ai habité pendant très longtemps Sierre, je connaissais pas mal de gens qui travaillaient à la Lonza à Viège et qui habitaient à Sierre car il avaient besoin de structure d'accueil et que dans le Haut Valais, il n'y en a pas en suffisance. Et cela manque encore plus qu'ailleurs. Je pense que la population suisse est hétérogène donc la prise en charge est hétérogène mais il y a une volonté quand même de la part de la confédération d'imposer avec douceur mais quand avec fermeté, un certain nombre de minima. Et c'est un peu le garant contre les éventuels velléités de certains politiciens dans certains cantons, je ne nommerais ni les politiciens, ni les cantons de faire revenir la femme 200 ans en arrière. Donc on peut s'appuyer sur des directives fédérales pour espérer continuer d'aller de l'avant et de ne pas régresser.

Question en plus : quel serait notre rôle en tant que professionnelle de l'éducation de l'enfant ?

Je dirais qu'il y a une chose fondamentale qui manque cruellement dans la formation des éducateurs de l'enfance c'est qu'il y ait autre chose qu'un survol rapide et bref de la connaissance des phénomènes migratoires, la communication interculturelle, je pense que vous allez de plus en plus être confrontés à des groupes d'enfants extrêmement hétérogènes et le fait d'avoir une idée de ce qu'est un parcours migratoire, les processus de deuil que cela implique, les cadres culturels diamétralement opposés, augmenteraient l'efficacité de la prise en charge je pense. Nous on l'a vu avec la Récré (structure du Nord de Sion), avec qui l'on collabore depuis bientôt 10 ans, on place entre 20 et 25 enfants chaque semestre, des enfants dont les mamans viennent à l'Oséo. Donc elles amènent leurs enfants et après elles rejoignent nos salles de classe. C'est des enfants âgés de 18 mois et l'âge de rentrer à l'école enfantine et maintenant ça roule car ça fait des années que l'on collabore, on a mis en place des procédures pour la phase d'adaptation, pour l'accueil des parents, comment on prend certaines remarques de parent. Au début c'était compliqué parce qu'il y a justement cette méconnaissance et c'est normal de ne pas

connaître quand on a jamais été confronté, mais à mon avis cela devrait vraiment faire partie du cursus de formation des EDE. Il y a un module qui est donné par Mme Marcelle Gay, qui est très bien, mais qui est très cours. Et pour moi, il faudrait vraiment développer cela. Je pense que sur le terrain vous avez un cadre qui est établi pour l'accueil des enfants, vous avez des groupes d'enfants de tous les âges et que vous faites des activités avec des enfants d'un âge et d'autres avec des enfants d'un autre âge. Je pense qu'il y a un effort particulier dans l'accueil et des enfants et des parents à faire. Mais cela peut être aussi pour les familles suisses et les familles en situation de précarité, une maman illettrée, peut être l'encourager à lire avec son enfant, d'être beaucoup plus sensibilisé aux besoins des enfants particuliers et de leur parents après, je ne sais pas concrètement comment cela peut se traduire. C'est vrai que en terme de matériel, de jeux, je ne sais pas trop vous dire mais c'est plutôt en terme de cursus de formation et de formation continue. Là je pense qu'il y a beaucoup de choses à faire mais voilà, cela doit venir ben déjà de l'école, si elle veut adapter le programme de formation ou si elle veut amplifier certains aspects et c'est les professionnels eux mêmes, je ne sais pas comment ils sont organisés, assez mal quand même parce que quand je vois les salaires qu'ils ont, ils manquent peut être de mobilisation. Je pense qu'il devrait y avoir régulièrement des formations continues sur ce thème. C'est sur que si on travaille à Hérémence, peut être que c'est moins criant comme besoin mais quand on travaille à Sion...c'est comment on fait avec ces gens dont on ne parle pas la langue, avec qui c'est difficile de communiquer, c'est difficile de faire un retour, quand on constate un problème avec un enfant, comment va t'on le communiquer à un père qui a l'aire rustique. Enfin voilà, nous on a constaté des fois des choses, mais euh, par exemple juste avant Noël, il y a une maman somalienne qui va récupérer son enfant à la récré puis son petit garçon jouait avec une poussette et une poupée et elle a poussé des cris en disant qu'on allait en faire un homosexuel et puis qu'il fallait lui interdire. Donc on peut la traiter de tarée, on peut entrer en conflit avec elle en lui disant de quoi vous vous mêler, ici c'est c'est notre domaine, ou alors on se dit qu'elle est somalienne, qu'est ce qu'elle a reçu, quels sont les phantasmes qu'elle a pour penser ça, de quelle manière je vais pouvoir lui expliquer que c'est pas parce que l'on joue à la poupée que l'on va aimer les hommes et puis même que si c'était le cas, ce n'est pas un drame, enfin voilà. Mais pour ça, il faut avoir certains outils, un réseau aussi. Nous par exemple on a dans le cadre de cet atelier d'accompagnement des parents dans les tâches éducatives, on a constitué à la base un réseau d'entraide parce que l'on sait que peut être un jour, il y a une situation qui va exploser et dont on pourra peut être accueillir momentanément la chose mais on ne va pas pouvoir les conseiller, par contre on a déjà constituer un réseau de professionnels qui sont d'accord d'accueillir des gens qui viendraient de chez nous en cas de situation difficile. Et c'est ça qui est important mais, je pense quand même que dans la formation de base, des EDE, il faudrait que cet axe soit beaucoup plus développer parce que c'est vraiment ce qui est en train de se passer, les structures avec 80% de Suisses cela n'existera plus. En tout cas plus en ville. C'est sur que maintenant les enfants du Kosovo, on en est bientôt à la troisième génération, mais maintenant il y a les familles Syrienne qui arrivent en nombre. Donc ces enfants là qu'est ce qu'ils auront vu, ils on assisté à des violences, parfois à la mort de leur parent, comment est ce qu'on les prend en charge ? Je pense que l'on pourrait faire beaucoup de choses sans médicaliser les situations complexes. Alors je pense que l'intégration dans des structures ordinaires avec des gens bien formés va faire en sorte que l'intégration dans la société va se passer mieux.

Annexe 3

Guide d'analyse des entretiens

Thème n°1 : La famille

Indicateur n°1 : Évolution de la famille dans notre société et besoins y relatifs

Indicateur n°2 : Contexte socio-économique de la famille et influence y relative sur l'éducation

Thème n°2 : La pauvreté en Suisse

Indicateur n°1 : Définitions et perceptions

Indicateur n°2 : Chiffres clés et données statistiques

Thème n°3 : Mobilité sociale

Indicateur n°1 : Facilitateurs à la mobilité sociale

Indicateur n°2 : Freins à la mobilité sociale

Indicateur n°3 : Égalité d'accès aux formations supérieures

Thème n°4 : Égalité des chances

Indicateur n°1 : Influence de l'origine socio-économique sur la réussite scolaire

Indicateur n°2 : Réussite scolaire et origine socio-économique

Thèmes n°5 : Encouragement précoce

Indicateur n°1 : Définitions et représentations du concept de l'encouragement précoce

Indicateur n°2 : Liens avec la pratique actuelle en éducation de l'enfance

Indicateur n°3 : Opportunités et perspectives de développement dans le cadre de l'éducation de l'enfance